



Pouvoir
Le dernier
cercle de
Paul Biya

PAGE 4

Opportunisme
La trahison des
intellectuels
camerounais

LIRE ,NOTRE DOSSIER PP 5-8

Port autonome de Douala

**Un gendarme
démasque Bolloré**

PAGES 10

1ère année, n°007 du 25 juin 2008, hebdomadaire d'informations générales, Directeur de la Publication : Jean-Bosco Talla - Prix : 300 FCFA

Germinal

Le prix de la vérité

Cemac
L'intégration
sous régionale
en question

PAGE 12

ENQUÊTER SANS A PRIORI NI CONCESSION, PENSER POUR QUE ÇA CHANGE

Csph

Les basses manoeuvres de Talba Malla

On le cite
parmi les
hommes du
cercle restreint
de Paul Biya.
Mais sa gestion
à la tête de la
Caisse de
stabilisation
des prix des
hydrocarbures
est contestée
p 4

L'éditorial de Jean-Bosco Talla Page 3

FRAUDES ET SUSPENSIONS DE SOLDES À LA FONCTION PUBLIQUE

Quand l'État se prévaut de ses propres turpitudes

PAR ROGER KAFO

Depuis 03 mois déjà, la fonction publique a procédé à la suspension de la solde d'un important contingent de fonctionnaires présumés coupables de s'être enrichis illicitement au détriment du trésor public, soit grâce à des actes établis frauduleusement, soit en bénéficiant des primes auxquelles ils n'avaient pas ou plus droit. Au moment où l'épervier plane sur la tête des grands commis de l'Etat et sème la terreur parmi ces messieurs qui dépouillent l'Etat depuis des lustres des sommes qui se comptent en milliards, cette criminalité de petite envergure dont les acteurs sont de petits fonctionnaires qui grappillent frauduleusement des primes de l'ordre quelques milliers de francs par mois ou des avances de 3.000 FCfa pièce par mois peut sembler négligeable. Elle traduit cependant une réalité évidente inacceptable: le Cameroun est aujourd'hui un pays corrompu toutes couches confondues. Cela n'est cependant pas l'effet d'une malédiction et à l'analyse, les responsabilités principales sont nettes : le monstre que nous affrontons est une pure création du système et au regard des méthodes de gestion de l'actuelle crise aussi bien que de la lutte globale contre la corruption, l'on peut se demander s'il ne s'agit pas tout simplement de faire payer les victimes à la place des bourreaux pour mieux perpétuer le système.

I. L'ÉTAT ET LES STRUCTURES DE LA CORRUPTION

L'ardeur apparente et les énormes moyens que l'Etat camerounais met quotidiennement dans la lutte contre la corruption devraient faire l'objet d'une véritable réflexion au regard du peu de succès enregistré depuis des années sur ce terrain. L'informatisation du fichier solde de l'Etat dans les années 80 était pourtant apparue comme une avancée décisive dans la gestion financière des ressources humaines publiques en terme de célérité et de fiabilité dans le traitement des dossiers. Depuis lors, il apparaît surtout que, tel un virus malin, le système informatique s'est installé au cœur de la direction de la solde du ministère des finances pour pirater les ressources publiques et les dévier pour alimenter des poches d'individus et de gangs divers. Le débit de cette hémorragie est depuis un temps tel que pour essayer de la stopper afin d'éviter à l'Etat une anémie pernicieuse et potentiellement mortelle, et aussi sans doute pour calmer les critiques de l'opinion qui crie de plus en plus à une passivité complaisante, l'on s'est enfin avisé de la nécessité d'éradiquer le phénomène. Volonté réelle ou simple opération d'affiche - on en a vu bien d'autres - l'on ne compte plus le nombre des opérations de contrôle et nettoyage du fichier solde de l'Etat, opérations orchestrées à grands frais, à grands coups de publicité, à un rythme de plus en plus frénétique au fil des années, toujours sans le moindre résultat. Comment interpréter un tel paradoxe ? Plusieurs pistes se proposent.

1. LES OPÉRATIONS D'ASSAINISSEMENT DU FICHER SOLDE NE SE CONDUISSENT PAS AVEC TOUT LE SÉRIEUX NÉCESSAIRE

En effet, si l'on excepte l'opération "Antilope" conduite à la fin des années 80, la plupart des campagnes ultérieurement lancées pour assainir le fichier solde de l'Etat ont été surtout des marchés publics qu'il fallait gagner et exécuter selon la procédure officielle en vigueur : pour le gagner, il fallait "dégainer" le pourcentage approprié. Ensuite, pour économiser de quoi distribuer les pots de vin nécessaires à la réception des travaux et le décaissement du paiement des prestations, l'on se voyait contraint de l'exécuter avec l'approximation habituelle. Il serait intéressant de savoir ce que ces multiples opérations sans résultat ont coûté au portefeuille du contribuable camerounais. Si l'hypothèse ci-dessus venait à se vérifier, cela établirait une complicité inacceptable entre les autorités jus-

qu'ici chargées de gérer ce dossier et la pègre administrative et para administrative qui écume les milieux de la haute administration de l'Etat. A moins d'admettre qu'il n'existe aucun logiciel capable de mettre le système solde de l'Etat à l'abri des manipulations du premier venu, de telle sorte qu'en cas de fuite il puisse être possible d'en imputer la responsabilité à un nombre restreint de personnes, l'on ne pourrait comprendre pourquoi dans notre administration actuelle le premier venu installé devant le premier terminal du Ministère de la Fonction publique ou des finances peut à sa guise suspendre ou remettre un salaire, faire passer un ou de multiples avancements avec ou sans acte, introduire dans le salaire d'un commis d'administration des primes de directeur de l'administration centrale ou de Général de corps d'armée. Si l'on peut ainsi transformer quelques-unes des administrations les plus sensibles d'un Etat en de véritables "futoirs", et ce sur plus d'une décennie, cela ne peut être qu'à dessein, car le crime profite toujours à quelqu'un, et lorsqu'il a tendance à rester impuni, à quelqu'un qui bénéficie d'une puissante immunité.

2. CEUX À QUI LE CRIME PROFITE

La manipulation du fichier solde de l'Etat profiterait d'abord au système en place, d'autant que celui-ci ne se donne aucunement les moyens efficaces de l'éradiquer alors que cela ne semble nullement impossible. Comment admettre qu'il ne soit venu à l'esprit de personne qu'il suffirait pour démolir le premier pilier de cette corruption de revoir substantiellement les actuels salaires dérisoires des fonctionnaires et agents de l'Etat ? Comment admettre que certains aient pu penser et se convaincre qu'un travailleur vivant à Yaoundé et gagnant moins de 50.000 FCfa par mois, s'il est marié et père ou mère de deux enfants puisse y vivre et travailler honnêtement alors qu'un studio d'une chambre et un salon y coûte au moins 35.000 FCfa, qu'il lui faut dépenser entre 15.000 et 20.000 de frais de taxi mensuel pour ne mentionner que ces deux postes de dépenses ? Or il suffit d'établir la proportion de ces gagne-petit dans nos principaux ministères pour comprendre les origines de la corruption pour ainsi dire officiellement organisée dans notre administration centrale. Abandonnés à eux-mêmes et au faux, les Camerounais se corrompent et se compromettent ; et plus ils deviennent vulnérables, moins ils peuvent développer la capacité à se défendre et c'est ainsi qu'ils s'effondrent dans le défaitisme et servent malgré eux la cause d'une mafia bureaucratique subsidiairement au service d'une paix qui prévaut au détriment de leurs intérêts les plus vitaux. Cette corruption sert ensuite les intérêts de ces grands responsables qui profitent du désordre préalablement créé dans le fichier solde de l'Etat pour attribuer des matricules et un salaire tantôt à de jeunes mineurs parfois de moins de 15 ans affirmant certains, tantôt à des planteurs ou paysans n'ayant pas le moindre dossier à la Fonction publique. Il suffit de s'intéresser à la cohorte des fils à papa ou à maman, des cousins, neveux, petits cousins et petits neveux qui émergent au budget de l'Etat sans avoir jamais mis les pieds dans la moindre administration ; on ne saurait oublier ceux qui roulent carrosse à Yaoundé et font ripailles à longueur d'années sur des salaires de personnels diplomatiques alors que nos représentations à l'étranger souffrent silencieusement de leurs absences aux postes. Quand la fonction publique est ainsi transformée en sinécure, en institution de charité destinée à fournir un revenu aux "familles africaines" de responsables sans scrupules, à la clientèle politique d'une élite constituée en fœdalités administratives, il devient singulièrement difficile d'y faire le ménage, comme c'est le cas dans cette gigantesque écurie d'Augias qu'est devenu notre pays depuis des années.

Cette corruption sert aussi les intérêts

de tous les prédateurs et gagne-petit installés dans les services centraux de notre administration. Il y a ceux qui vivent au-dessus de leurs moyens, ostensiblement et avec une morgue provocante : ils gagnent 300.000 FCfa par mois et habitent des villas cossues à 100 millions de francs pièce au moins, roulent "Prado" et prennent un jet le week-end pour aller livrer entre amis une partie de tennis en France ou en Suisse. Pour y parvenir, ils ont constitué des réseaux divers aux cœurs desquelles ils sont tapis comme de grosses mygales et tirent d'innombrables ficelles pour alimenter leurs banques de sang. Un écrivain "à succès" a eu pleinement raison de parler des "vampires du Godstank". Il y a les comparses, ceux qui peinent pour arrondir les fins de mois chaque jour un peu plus carrés du fait de l'inflation inflexiblement galopante. Pour eux, c'est souvent une question de vie ou de mort et l'on pourrait difficilement leur reprocher de tenir à la vie plutôt qu'à la mort. C'est eux qui sont chargés de compliquer les procédures, de soustraire des pièces des dossiers, d'égarer les dossiers des fonctionnaires trop patients au goût du réseau, de fabriquer de vrais faux actes, de commettre des erreurs pour permettre d'insérer les cas des bons clients. Quand on les voit déployer leur activité dans les couloirs et les étages des ministères, on ne peut s'empêcher de penser aux gendarmes et policiers de la circulation qui ignorent courageusement le soleil, la pluie, les dimanches ainsi que les jours fériés y compris les jours de fête nationale. Ah corruption, quand tu nous tiens !

3. CES VICTIMES QUE L'ON TRANSFORME EN COUPABLES

Il est vrai, personne ne peut défendre un fonctionnaire qui se fait attribuer une fausse prime, un avancement non mérité pour améliorer son salaire qu'il juge dérisoire par rapport à ses besoins de base. Il y a ainsi dans la vague des fonctionnaires qui ont vu leurs salaires suspendus une bonne proportion de ces Camerounais qui pensent que tous les moyens sont bons pour atteindre le résultat. Ce n'est pas en faisant feu de tout bois que nous allons résoudre les contradictions qui empêchent notre pays de se positionner sur la voie du progrès. Parce qu'ils confondent vitesse et précipitation, ceux-là n'ont pas compris que les raccourcis, quand ils sont illicites, font surtout perdre du temps alors que l'on a envie d'en gagner.

À côté de cette espèce aussi dangereuse que les spécimens cités plus haut - il n'y a pas de corrompu sans corrupteur - il y a ceux qui introduisent des dossiers en règle pour obtenir des avancements ou des primes méritées et attendent des années en vain. Dans les services Sigipés de nos ministères dorment en ce moment même des dizaines de milliers de dossiers ; l'année scolaire 2007-2008 vient de s'achever et de nombreux enseignants élus Animateurs Pédagogiques en septembre 2007, que l'on a passé toute l'année à pressurer pour obtenir des prestations chaque année plus complexes et fastidieuses n'ont pas toujours vu apparaître sur leurs bulletins la prime pour laquelle ils ont tant donné !

Pendant ce temps, à côté d'eux, des collègues de service introduisent des dossiers de même nature qui traversent aisément les mailles du filet. Quand ils l'apprennent et s'informent avec surprise comment cela peut-il être possible, on leur dit que l'on connaît quelqu'un au ministère qui peut... à condition que... Et le temps et les échecs se chargent de briser les résistances des plus résistants. Comment saura-t-il que l'acte qu'il s'est fait établir moyennant versement d'une rançon est un faux ? Ce n'est tout de même pas lui qui l'a fabriqué ! Et quand il l'introduit, toujours moyennant versement de rançon, le dossier passe comme une lettre à la poste. C'est ainsi que l'appétit vient en mangeant. Il est grand temps que l'Etat prenne ses responsabilités et assume courageusement ses erreurs et fautes. Les suspen-

Vous avez une opinion à exprimer, une analyse à faire et à partager. Vous militez pour une cause juste et pour une expression citoyenne. Cette page vous est réservée. Vos opinions vous engagent.

II. UNE GESTION CALAMITEUSE DU DOSSIER DES FRAUDES ET CORRUPTIONS

Encore une fois, lorsqu'il a fallu résoudre un problème pourtant vieux et connu, l'on a réagi dans la précipitation et dans le mépris total des lois et règlements, alors même que nous ne cessons de nous revendiquer comme Etat de droit. En effet, face à des présomptions de fraude et corruption :

- ✓ l'on a appliqué le principe contraire aux lois de la présomption de culpabilité
- ✓ et avant même de demander aux suspects de s'expliquer, l'on est passé à la sanction, violant de ce fait un autre principe cardinal du droit, le droit pour tout accusé de se faire entendre pour défendre sa cause.
- ✓ La sanction s'est faite en marge des textes : les salaires des intéressés ont été suspendus entièrement alors qu'aucune disposition du statut général de la fonction publique de l'Etat ne le prévoit. Il n'y a pas de sanction sans texte, dit-on en droit. Cette troisième violation crée en réalité un triple préjudice : à l'endroit des enfants pour ne citer que cette catégorie vulnérable qui se voient sanctionner pour une faute qu'ils n'ont pas commise ; à l'endroit du travailleur qui voit son salaire suspendu alors que son travail continue, ce qui pose la question de savoir comment l'on peut demander à un travailleur d'assurer son service sans salaire ; à l'administration qui doit gérer des fonctionnaires d'office inefficaces en raison de ce qu'ils ne disposent plus du minimum de base (de quoi se loger, se nourrir, se soigner) nécessaire pour être tout simplement des travailleurs ; un véritable sabotage !

Aujourd'hui, cette sanction est en train d'être levée progressivement, et selon une procédure qui elle-même suscite bien des interrogations :

- ✓ Les dossiers constitués par les sanctionnés sont reçus au compte-gouttes, au terme d'un parcours tracassier, et de plus en plus se sont installés des réseaux corrompus de réception et de traitement des dossiers moyennant fortes rançons, ainsi que des réseaux pour contourner le traitement régulier des dossiers pour obtenir son salaire. Ainsi, en sanctionnant en dehors de toute procédure légale des présumés fraudeurs et corrupteurs, l'on a paradoxalement créé de nouveaux comptoirs pour gaver l'hydre bureaucratique de la corruption.
- ✓ Les dossiers supposés traités, ceux des fonctionnaires accusés de s'être fait octroyer des primes indues, ont connu une conclusion heureuse mais bizarre à la fin du mois de mai dernier. Leurs salaires ont été rétablis après deux mois de suspension, sans que l'on se soit donné la peine de leur supprimer la ou les primes litigieuses. A se demander si ces primes avaient jamais été la vraie cause de ces suspensions de solde. Et maintenant, il va falloir qu'ils aillent se faire rançonner pour essayer de récupérer les mois de salaire perdu, en attendant qu'un jour l'on se souvienne que la ou les fameuses primes sont toujours dans leur traitement...

Toute analyse faite, l'on se retrouve en tête à tête avec un certain nombre de questions : est-il possible qu'il ne puisse s'agir de d'un problème d'incompétence poussée à un si haut degré ? La machine administrative est-elle devenue folle ? Si oui, ceux qui tiennent le timon de l'Etat ont-ils quelque excuse à laisser le bateau aller ainsi à vau-l'eau ? Et est-il normal que ce soit le pauvre citoyen qui paie la facture de tels errements ?

ROGER KAFO
ENSEIGNANT

Germinal La voix de la vérité
INDUSTRIE ÉCRITE À PARTIR DE CONCEPTION, PRESSE POUR QUI LA CHAIR

Siège : Mendong-Yaoundé

B.P. 13 525 Yaoundé

e-mail: germinal.hebdo@yahoo.fr

Directeur de la Publication

Rédacteur en chef

Jean Bosco TALLA

Cell. 77 31 48 98

e-mail : jbtalla2001@yahoo.fr

Rédacteur en chef adjoint

Duke ATANGANA ETOTOGO

Secrétaire de rédaction

Simon Patrice DJOMO

Rédaction Générale

Jean-Bosco TALLA

Duke ATANGANA ETOTOGO

Simon-Patrice DJOMO

Jean-Pierre HACHDA

Jean Christian AKAM

Paul EKOUNBA

Yves MINTOOGUE

Serge-Alain KABASSINÉ

Joseph FUMTIM

David KOFFI

Etienne LANTIER

Yvan EYANGO

Yvanna Claire Owona

MAHEU

Secrétariat Technique

SAMORY

Production

Théodore TCHOMB

Relations Publiques

Emma BATA

Impression

MACACOS

Distribution

MESSAPRESSE

SAMORY

SARL

L'intellectuel authentique

Par Jean-Bosco Talla

Le 27 janvier 2004 paraît dans le quotidien gouvernemental Cameroon Tribune un appel dit "de l'intelligentsia à Paul Biya" lui demandant de présenter sa candidature lors de la prochaine élection présidentielle et demandant au peuple camerounais d'accorder au président Paul Biya un nouveau mandat pour la paix et la stabilité, le mieux être et la croissance, la démocratie et l'État de droit. Un coup d'œil sur la liste des signataires dudit appel montre que parmi ces "intellectuel camerounais" se trouvent, entre autres, professeurs d'université, maîtres de conférences, chargés de cours, assistants, enseignants du secondaire, technicien manipulateur audio et secrétaire particulier d'un recteur. De son analyse, il ressort que, élites, dirigeants, cadres divers et diplômés de tous bords se sont arrogé le titre et les attributs d'intellectuels sans se poser la question de savoir s'ils bénéficient du prestige que recouvre ce mot, mieux ce concept, pour parler comme des intellectuels bien connus de nous.

Il n'est point besoin de revenir sur les polémiques que cette liste a suscitées en son temps et même de contester, à qui que ce soit, le droit de se faire appeler ou de s'autoproclamer "intellectuel camerounais". Toujours est-il que l'examen de ladite liste suscite une interrogation majeure : qu'est ce qu'un intellectuel et qui peut prétendre au statut d'intellectuel ?

D'emblée, admettons que ce concept, chargé de sens et porteur d'espoir, a souvent créé la confusion dans de nombreux débats de sorte qu'il devient périlleux de dire à un grand diplômé ou à quelqu'un sorti d'une grande école de formation, d'une université nanti d'une licence, d'un master ou d'un doctorat, qu'il n'est pas un intellectuel.

Une chose est cependant constante, beaucoup parmi ceux qui s'affublent du titre d'intellectuel ont renoncé depuis "à la réflexion et à l'écriture pour la culture du diplôme, du ventre, de l'ostentatoire", et "ont refusé d'adopter les postures pénibles du réfléchir et du souffrir pour la posture extatique du jouir". Le philosophe Fabien Eboussi Boulaga n'hésite pas à qualifier de pseudo-intellectuel africain cet être amphibie, parasite, superflu ayant tendance à s'allier avec des éléments de la populace (et non du peuple), qui, souvent sans le remarquer "retombe" dans ce qu'il croit avoir abandonné ou s'y livre en cachette et qui, comme tout parvenu, n'est nulle part à force de vouloir être partout, ne s'accepte pas, élude la confrontation sérieuse avec lui-même et avec le modèle auquel il s'est identifié au mépris de soi et des siens, adopte mécaniquement et sans les situer tous les discours humanistes de l'universalité et en use comme un instrument de jugement catégorique qui ne laisse place à aucune réplique. D'autres traits caractéristiques du pseudo-intellectuel sont la complaisance vis-à-vis des autres, l'absence de sens critique et historique. "Avec un zèle de néophyte et des nouveaux riches, il est l'homme des enthousiasmes

débordants, de l'étalage du plus mauvais goût de ses trésors, des signes extérieurs les plus criards de son statut. Son humilité est confondante : le dernier livre, les dernières modes, les thèmes ou les schémas en vogue là-bas, il les saisit et fébrilement il les accommode à la hâte aux siens ou autres, en prétendant les découvrir chez soi, en avoir éprouvé la validité dans son contexte". Pour tout dire, le pseudo-intellectuel n'est rien moins qu'un intellectuel de citation, qu'une caisse de résonance, un illustre touriste de la culture occidentale.

Et l'intellectuel alors ?

Il n'est certes pas aisé d'adopter la posture de libre penseur ou d'intellectuel libre, à moins d'accepter certaines postures avilissantes et déshumanisantes notamment la cooptation et sa loi non écrite selon laquelle "la bouche qui mange ne parle pas" ou prosaïquement "tais-toi et mange ta part". Par intellectuel, le philosophe africain sus-cité entend "une personne appartenant au groupe de ceux qui peuvent remplir et remplissent la fonction d'intelligence reconnue par une société comme une des valeurs structurantes, irréductible aux autres valeurs instituées, pour la production d'une action concertée et efficace en vue d'une vie bonne et satisfaisante". Autrement dit, l'intellectuel est un homme capable, qui participe d'un pouvoir, le pouvoir intellectuel qui se rapproche de ce pouvoir que l'on appelle "autorité" qui est seulement reconnu et non institué, c'est-à-dire "qui est accepté uniquement du fait de son rayonnement". C'est dire qu'il n'existe pas de parchemin ou de brevet d'une institution proclamant l'intellectuel. Mieux, le titre d'intellectuel ne s'obtient pas en satisfaisant un niveau de connaissance défini et contrôlable par une instance quelconque. Aussi ne s'autoproclame-t-on pas intellectuel. En outre, dans une société, l'intellectuel est reconnu comme tel par ses pairs et le pouvoir intellectuel est une fonction parmi d'autres ayant (peut être) ses avantages et ses charges, ses immunités et, pourquoi pas, ses sanctions. L'intellectuel authentique sera donc ce paria conscient, qui se trouve du côté des vaincus, des faibles et qui a résisté aux charmes de l'intégration, a refusé de se renier et de se truquer et qui est resté sur la brèche, entre le passé et l'avenir, entre deux mondes, pour parler comme l'auteur de Christianisme sans fétiches. C'est aussi ce être avisé qui sait, comme le soulignait Raymond Aron dans la préface de l'ouvrage Le Savant et politique de Max Weber, qu'on "ne peut pas être en même temps homme d'action et homme d'études, sans porter atteinte à la dignité de l'un et de l'autre métier, sans manquer à la vocation de l'un et de l'autre". Question à un sou : au regard de ce qui précède, combien d'intellectuels authentiques avons-nous au Cameroun ?



Tsimi Evouna submergé par les eaux du Mfoundi

Instantané

TRIPATOUILLAGES

Les chiffres donnés par les responsables de la CspH (28,6 milliards FCfa consentis par le Trésor public entre 2005 et 2006 en terme de soutien des prix à la pompe et 12,3 milliards FCfa supportés par la CspH entre 2004 et 2006), permettent de contredire la position gouvernementale. En effet, la structure détaillée des prix des produits pétroliers fait apparaître de nombreux postes, qui sont jugés soit "superflus", soit "excessifs" par les consommateurs, compte tenu de leur impact sur le prix à la pompe. Les défenseurs des consommateurs trouvent inexplicables que le litre de carburant fabriqué au Cameroun à un prix relativement modique (175,02 FCfa pour le super, 196,22 pour le pétrole et 189,80 pour le gasoil, selon la structure des prix de septembre 2006, soit vendu à un coût prohibitif (respectivement de 595, 378 et 549 FCfa).

Quelques exemples : le "Prix sortie Sonara", qui était de 475,45 FCfa pour le super au mois de septembre 2006, est constitué d'une "taxe spéciale" de 120 FCfa, d'un "ajustement économique" (Ae) de 33,26 FCfa et de ce qu'on désigne "rattrapage Cm" de 84,50 FCfa par litre. A cela, il faut ajouter des droits de douane perçus au sortir de l'usine Sonara (17,50 et 18,98 FCfa respectivement par litre de super et de gasoil) et deux fois la Tva (la première sur le prix réel du produit et la seconde sur le cabotage).

"L'ajustement économique" et le "rattrapage Cm" sont, en fait, des subventions de la Sonara supportées par les consommateurs. Or, il faut trouver une solution définitive à cette raffinerie dont la technologie n'est pas adaptée aux exigences d'efficacité économique, et la capacité aux besoins du marché national et de la sous région. Ainsi, de la raffinerie à la pompe, la structure du prix du super fait ressortir six postes de Tva. Sans oublier des "impôts" payés tantôt pour le "réaménagement du dépôt de Nsam" (2,36 FCfa sur chaque litre vendu depuis 1997), tantôt dans le cadre du "Fonds de lutte contre la fraude" (0,27 FCfa par litre de super, 1,87 pour le pétrole et 0,16 pour le gasoil). Tous ces éléments, curieusement devenus des taxes permanentes, contribuent à l'alourdissent des prix à la pompe.

J.-B. TALLA

CSPH

Talba Malla pompe le fric

Les méthodes de gestion du directeur de la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CspH) désorientent plus d'un observateur.

Depuis le vendredi 29 février dernier, un décret du chef de l'Etat a désigné un nouveau Pca à la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CspH). Il s'agit de Luc Magloire Mbarga Atangana, l'actuel ministre du Commerce (au mépris du Statut général des entreprises publiques qui juge incompatibles les fonctions de membres du gouvernement et de Pca de société publique). Avec le remplacement de Louis Marie Abogo Nkono, le directeur de la CspH perdait par cet acte un allié de poids, dans sa politique de destruction des bases de l'entreprise dont il a le pouvoir de diriger. Les deux compères n'ont pas hésité à aller à l'encontre des règles élémentaires de gestion dans leur collaboration.

Ibrahim Talba Malla Oumate aurait ainsi signé une décision accordant une allocation spéciale de 10 millions de FCfa, à son ancien Pca, Louis Marie Abogo Nkono, pour couvrir les dépenses liées à son contrôle médical. Cette mesure qui n'était dictée par aucune résolution du conseil d'administration, a été prise au mépris du statut du personnel qui ne prévoit rien dans ce sens. La paire Abogo Nkono/Talba Malla n'était pas à son premier impair. Avec ce duo, le budget de la CspH supportait même les dépenses privées du Pca. Le 7 janvier 2006, à Boyabogo, le village natal de l'ancien Pca, les caisses de la CspH ont supporté les frais liés à l'inauguration, du restaurant le Flambard qui appartient à Louis Marie Abogo Nkono. Les installations de l'ancien mi-



Ibrahim Talba Malla: le pétrolier

nistre des Domaines et des affaires foncières, au village, étaient devenues, en l'espace de quelques années le lieu des réunions du conseil d'administration. Sous d'autres cieux, on aurait appelé cela un délit d'initié. Abogo Nkono et Talba Malla ne s'encombraient pas de détail. Talba Malla n'a pas hésité à faire reclasser Mme Alphonsine Bella. Cette employée, secrétaire dactylographe titulaire du Cepe, est ainsi passé d'agent d'exécution de 5ème catégorie à agent de maîtrise de 7ème catégorie. On ne peut pas mieux faire dans les jongleries. Des informations recueillies à la CspH font état des relations particulières qu'Alphonsine Bella entretien-

draît avec l'ancien président du conseil d'administration. Talba Malla a toujours ménagé les agents comptables de la CspH.

MAROUA

Le Dg de la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures a toujours été peu regardant sur les agissements des responsables des finances de la structure qu'il dirige. Talba Malla a fermé les yeux sur la double rémunération de Jean Delors Edimo alors agent de comptable de la CspH. Celui-ci percevait un salaire à la CspH en même temps que sa rémunération de la fonction publique. Bien plus, le nom de cet agent comptable ne se trouvait pas sur la liste des fonc-

tionnaires en détachement à la CspH. Pourtant, il avait un bulletin de paie bien particulier où ne figuraient pas son numéro matricule, sa catégorie et son échelon. Ce faux document était pourtant visé par le Dg de la CspH. A la fin de sa "mission" à la CspH, Talba Malla a laissé Jean Delors Edimo filer avec le matériel roulant de la Caisse, un véhicule de marque Suzuki 4 x 4 immatriculé CE 6297 S.

Talba Malla a de la suite dans les idées. Le 13 novembre 2006, il signe une décision portant budget de préparation de la cérémonie d'inauguration du Centre emplaceur de Gpl de Maroua. C'est un dirigeant qui sait être prévoyant. Le budget est fixé à 73 872 253 FCfa. La rubrique relative au transport et à l'hébergement attire particulièrement l'attention. Elle est évaluée à 26 309 950 FCfa. On ne peut pas mieux faire : un avion de 60 places est vite loué à 19 839 950 FCfa. Talba Malla fera par la suite parler tout son génie : les billets d'avion sont achetés à 2 275 000 FCfa alors qu'un avion avait déjà été affrété. On a du mal à comprendre pourquoi la CspH avait loué un avion pour les administrateurs et les invités alors qu'elle pouvait se contenter de trouver des billets d'avion à chacun. Il y a certainement eu surfacturation quelque part mais à quel niveau ? Seul le Dg qui n'a pas donné de suite au protocole d'interview que nous lui avons adressé peut éclairer notre lanterne.

DUKE ATANAGANA ETOTOGO

Le siège des magouilles

La procédure de construction de l'immeuble siège de la CspH n'a pas respecté les normes en la matière.

Bâti sur une surface de 4.800m², la construction de l'immeuble siège de la CspH a coûté un peu plus de 7 milliards de FCfa. Le bâtiment s'élève sur sept étages et est doté d'une salle de conseil d'administration, une salle de sport, une infirmerie, une cuisine et une salle polyvalente pouvant accueillir 250 personnes, que l'entreprise, selon son directeur, mettra également à la disposition d'autres usagers. Ainsi s'achevait un long feuilleton qui avait mis à rude épreuve la réforme du système de passation des marchés publics. Les architectes refusaient de soumissionner pour cause d'irrégularité. La séance d'ouverture des plis de l'appel d'offres nationales ouvert n°001/CPM9CspH du 20 décembre 2002 relative à "la réalisation des études architecturales et techniques détaillées et la surveillance des travaux de construction de l'immeuble siège de la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures" initialement prévue le 15 janvier dernier, n'avait pas eu lieu. Elle sera reportée par un communiqué publié dans le quotidien *Cameroon Tribune* édition du jeudi 23 janvier 2003, le directeur de la CspH Ibrahim Talba

Malla faisait savoir que cette séance est reportée au 04 février 2003. Il explique cette décision par le nombre insuffisant de soumissionnaires, un seul pli ayant visiblement été déposé à la commission de passation des marchés de la CspH.

De nombreux architectes ont manifesté leur colère, en demandant par une requête adressée le 14 janvier 2003 au directeur général de l'Agence de régulation des marchés d'annuler purement et simplement l'appel d'offres de la CspH. Dans leur requête, le groupe de 18 architectes dénoncent : la violation de centaines de règles déontologiques de leur profession; des cas de surfacturation sur le marché que relle; des entorses à la procédure; le délit d'initié. La procédure de passation des marchés publics est en réalité violée dans le cas de l'étude de l'immeuble de la CspH, depuis le lancement du premier appel d'offres (n°001/CspH/Csm/00-01 du 27 avril 2001) relatif à ce marché. En décidant de faire de la première phase (études sommaires) un marché à part, puis de lancer un nouvel appel d'offres pour : l'élaboration de l'avant-projet détaillé (Apd), l'établissement des spécifi-

cations techniques détaillées et plans d'exécution des ouvrages Std-Pe et l'élaboration du dossier de consultation des entreprises (Dce), la CspH a procédé au fractionnement des marchés, interdite par la loi. De plus, le premier appel d'offres (celui d'avril 2001) permet aux bureaux d'études de soumissionner, dans un domaine réservé exclusivement aux architectes.

EXTENSION

Finalement, c'est un cabinet d'étude, Scet-Cameroun la filiale d'un groupe français qui gagnera le marché. Il n'y a pas concurrence, Scet-Cameroun a été choisi sur ses références, alors que la réglementation exige que les soumissionnaires à ce type de marché soumettent à la commission des marchés plusieurs projets de réalisation, pour qu'elle puisse délibérer. C'est seulement après avoir jaugé le marché que Scet-Cameroun recruttera un architecte pour qu'il établisse un avant-projet sommaire. Le second appel d'offres lancé le 20 décembre 2002 connaîtra des blocages pour la poursuite des travaux d'études. Outre l'opposition à une exigence d'un cautionnement de 3 millions de FCfa que les ar-

chitectes estimaient illégal dans ce type de marché. Ceux-ci motivaient leur non participation à l'appel d'offres, par le respect de la déontologie de leur profession, qui limite de façon restrictive, la poursuite par un architecte, de travaux commencés par un autre.

Les architectes contestataires mettaient également en exergue, des manœuvres de surfacturation ayant entaché le processus de passation du marché de la CspH. Scet-Cameroun avait demandé 100 millions de FCfa pour la première phase des travaux (premier appel d'offres; alors que les offres) des architectes atteignaient à peine 32 millions de FCfa pour le deuxième mieux disant, et 11,5 millions pour le troisième.

Pour la poursuite des travaux (second appel d'offres), le coût du projet de la CspH demandé par Scet-Cameroun est de 600.000 FCfa le m². Ce qui signifie que cet immeuble a coûté deux fois plus cher au mètre carré, que l'extension des services du Premier ministre (300.000 FCa m²) ou encore celle du Minres (275.000 FCfa /m²), et même la construction du siège de l'Arsl (350.000 FCfa / m²).

D.A.E.

INTELLECTUELS
CAMEROUNAIS**Les
nouveaux
chiens de
garde**

Où sont ils passés les écrivains, les romanciers, les politiques, les intellectuels, les comédiens nommés par le pouvoir politique camerounais pour se donner bonne conscience ? Le silence complice et apeuré des intellectuels partisans de la politique de la gémulation est de plus en plus assourdissant. Où sont-ils partis, ces universalistes vaseux, ceux là qui ont vite compris que pour vivre il fallait simplement passer à la soupe. Les opposants de circonstance ont perdu de leur superbe. Les effets du syndrome de Stockholm sont paralysants pour beaucoup. Certains reprennent la chaîne du maître. D'intellectuels donneurs de leçons, ils se muent en véritables assujettis oubliant leur rôle de penseurs constructifs. Le plus attristant, c'est de voir certaines de ces grosses gueules s'attabler avec les saigneurs du peuple. Ces même intellectuels qui ont pour seule motivation que d'être chef dans leurs villages. La seule motivation est le ventre, aucune conscience panafricaine, encore moins camerounaise. Après une analyse minutieuse, on a commencé à comprendre ces intellectuels camerounais qui ont choisi la soumission et l'allégeance à ceux qui poussent les jeunes à la noyade et au suicide. Ils choisissent de ne pas dénoncer un système politique qui tue le Cameroun et sa jeunesse. Ils choisissent de se taire sur ceux qui font leur fortune, se taire sur une politique qui maintient les tortionnaires africains au pouvoir. Une lâcheté sans qualification.

**La trahison des clercs**

Les universitaires camerounais n'ont pas toujours oeuvré pour le changement du système.

"Il n'est plus nécessaire, pour exprimer ses opinions, de prendre le maquis, de vivre en exil ou de quitter sa famille." Ainsi s'exprimait le président Paul Biya au cours d'un congrès de son parti en mars 1985. Très vite, Paul Biya fait entrer dans son gouvernement de jeunes loups bardés de diplômes : ingénieurs et scientifiques de tous bords, médecins et économistes, juristes et politologues, philosophes et hommes de lettres de tous les horizons. Pour échapper à la clochardisation, quelques universitaires ont abandonné les salles de classe pour la politique active. Plus de vingt cinq ans après l'accession de Paul Biya à la magistrature suprême, on est en droit de s'interroger sur l'apport de ces intellectuels dans le développement du Cameroun. La réaction du Pr. Joseph Owona, dans le journal *Le patriote*, du 11 mars 1991, au sujet du retour au pays de l'écrivain Mongo Beti, est une illustration parlante de l'abîme dans laquelle se trouvent les intellectuels camerounais : "Comme l'Albatros des Fleurs du mal" le [Mongo Beti] voilà chaperonné et récupéré par les trouffons de la jacquerie tribale, de l'anarchie et du happening permanent. Dans cet étrange attelage, le sol de Vimli se dérobe sous ses pieds, les

mannes des ancêtres ouvertement rechignent. Ils ne voient ni l'enfant prodige, ni l'archange du raisonnable et du meilleur possible. Seul campe là, l'illustre ingrat. Cet amphitryon des salons parisiens et esthète d'antan de la phrase assassine et de l'épithète qui ruine ne sait que bredouiller des banalités tirées d'un vieux registre des insultes contre le régime d'autrefois. Dites lui que le Renouveau est là. Il a seul permis sa présence dans sa patrie d'antan." Le Pr Joseph Owona est réduit à ne connaître que la solidarité ethnique.

PRESTIDIGITATIONS

Les Camerounais s'étaient habitués à considérer comme normal l'exil politique des intellectuels jusqu'en 1982. En effet, le président Ahidjo n'hésitait pas à passer ses adversaires politiques par les armes. Ferdinand Oyono est un ca-

partulier. Il a épousé les idées du pouvoir néocolonial dès 1960, période à partir de laquelle il est devenu littérairement stérile. De sa génération, on peut certainement citer le poète Francesco Nditsoua de son vrai nom François Sengat Kuo qui fut le scribe d'Ahmadou Ahidjo. L'intellectuel qui aura marqué le pouvoir Ahidjo est incontestablement le Pr Bernard Fonlon. Représentant de l'anglophonie camerounaise, homme cultivé, il croyait peut-être naïvement que la contribution d'un intellectuel au sein du régime pouvait changer le cours de l'histoire. Il sera plusieurs fois ministre. Préoccupé par les problèmes théoriques, le président Ahidjo finira par accéder à sa demande de partir enseigner à l'université. Le Pr Fonlon reste un exemple pour la nouvelle génération des intellectuels proches du régime.

Le Pr Victor Anomah a bien des similitudes avec le

Pr. Fonlon. Depuis son départ du gouvernement, le Pr Anomah Ngu se consacre essentiellement à la recherche. Le Sida semble être son seul domaine de définition. Il n'est pas comme beaucoup dans l'attente d'un strapontin. Le Pr Joseph Owona a eu un parcours entrecoupé par plusieurs postures dans les arcanes du pouvoir. Au lendemain du retour au multipartisme, alors qu'il est ministre de l'Enseignement supérieur, l'ancien chancelier de l'université de Yaoundé s'illustre par un discours d'inspiration ethnique. Le Pr Owona est d'ailleurs considéré comme le promoteur du groupe Essingan qui milite pour la défense des intérêts des populations Béti, du Centre, du Sud et de l'Est Cameroun. Avec son projet de révision constitutionnel, le Pr Joseph Owona est désormais considéré comme un sage. Son image est désormais associée au travail. Bien loin des prestidigitations d'Augustin Kontchou Kouemeni. Le passage furtif de Marcien Towa à la tête de l'université de Yaoundé II, n'a pas laissé un souvenir impérissable. Le Pr Ebernez Njoh Mouelle s'est contenté d'être au secrétariat général du Rdpd et au ministère de la Communication au lieu de donner un sens à sa présence.

Première thèse

Etre intellectuel n'est pas un attribut individuel privé. La médiation d'un groupe fonctionnel inséré comme partie d'une structure de base est indispensable. Etre intellectuel, ce n'est pas « avoir la grosse tête » comme on dit, avoir des connaissances et pouvoir dire : « je suis intellectuel. » On peut avoir toutes ces qualités et n'être rien dans une société qui ne reconnaît pas l'intelligence comme une valeur irréductible au, pouvoir, à la richesse et à d'autres choses. Il n'y a d'intellectuel que par la médiation d'un groupe fonctionnel reconnu comme une valeur structurante, inséré comme partie d'une structure de base.

Etre intellectuel n'est donc pas le fait ni d'une auto-proclamation, ni d'une qualification conférée par une instance moyennant des critères, des conditions et une procédure codifiés auxquels on a satisfait comme pour l'obtention d'un diplôme ou d'une décoration. **Fabien Eboussi Boulaga**, in *Mosaïque*, Revue panafricaine de philosophie, littérature et sciences humaine, n° 001, décembre 2003

LE ZÉRO DE
L'ÉQUIPE QUI
GAGNE

Toute sa verve d'intellectuel universitaire, Augustin Kontchou l'a mise au service de Paul Biya

Premier agrégé d'Afrique en science politique, Augustin Kontchou Kouomegni, bouillant ex-ministre d'État, limogé en 2000, se prononçait tout récemment encore, comme à l'accoutumée, par des déclarations tapageuses et provocatrices, sur la nécessité de la révision de la constitution. Ayant été un acteur capital dans l'élaboration et la rédaction de la constitution de 1996, il affirmait sur les ondes de la radio d'État, la Crtv, qu'à l'époque, il était déjà contre la limitation des mandats présidentiels.

Au sujet de la candidature de Biya aux élections présidentielles prochaines, l'ancien ministre de la Communication, ex-ministre des Relations extérieures et actuel président du Conseil d'administration de l'université de Douala trouve que la question est sans objet : "c'est comme si une équipe, avant de croiser nos Lions indomptables, nous demandait de mettre d'abord Eto'o de côté". Pour le professeur de droit, "Biya est au Rdpc ce qu'Eto'o est aux Lions indomptables". À l'entendre, on ne saurait reconnaître le "prof", qui barre, de craie à la main et jetant des coups d'œil sur ses notes, débitait des critiques acerbes et des douches froides sur la gestion du pouvoir en place, il y a quelques années dans les amphis de la faculté de Droit et même dans ses publications. Cette époque est révolue et le professeur s'est assagi. Toute sa fougue et sa détermination, il les a mises à la cause du pouvoir de Paul Biya. Aussi, "je vous dis qu'il y a eu zéro mort", cette célèbre phrase prononcée au sujet du bilan de la répression militaire sur le campus en mai 1991 restera gravée dans les mémoires des Camerounais, qui comprennent jusqu'ou peut se prosterner l'intellectuel et l'universitaire.

En fait, l'émulation qui, naguère, poussait les intellectuels à rivaliser par la fréquence et le sérieux de leur critique n'est plus qu'un souvenir : la recherche quotidienne des expédients permettant la simple survie matérielle mobilise toutes les énergies. Une déchéance intellectuelle veut qu'on s'adapte aux circonstances de la vie politique et sociale de son époque et en se disant qu'un "bon joueur ne manque pas d'équipe". Il faut le croire, les imbéciles changent.

JEAN-PIERRE HACHDA

La déchéance de l'intellectuel

Maurice Kamto, le sémillant enseignant de droit public a perdu de sa superbe sous les lambris du ministère de la Justice.

Appréciant certaines qualités de Maurice Kamto, le professeur Gérard Conac affirme, en 1987, dans l'ouvrage Pouvoir et droit en Afrique noire. Essai sur les fondements du constitutionnalisme dans les États d'Afrique noire francophone : "Travailleur acharné, chercheur très cultivé et intellectuellement très honnête, profondément attaché à ses convictions, Maurice Kamto ne se laisse pas rebuter par les obstacles. Il avance d'un pas sûr, peut-être parfois lent, sans s'essouffler ni s'en laisser conter par l'autorité de tel ou tel maître confirmé. Il ne faut pas être extra-lucide pour prédire qu'il ne s'arrêtera pas en chemin. Sa belle intelligence, son goût de l'effort le promettent à une belle, et j'espère très féconde carrière universitaire". Et pourquoi pas politique, pourrait-on ajouter.

Sur le plan universitaire, le professeur Conac n'avait pas tort. Maurice Kamto est un brillant universitaire qui a mis toutes ses connaissances acquises dans le domaine du droit au service de son pays. Son cursus académique et ses travaux le démontrent à suffisance. Jusqu'à une période son esprit critique, ses analyses et ses prises de position faisaient de lui un intellectuel authentique, défini par le philosophe Fabien Eboussi Boulaga comme étant un marginal conscient. Qui ne se souvient



Maurice Kamto

pas de son avant projet de Constitution au début des années 1990 dans laquelle il proposait : la limitation du mandat présidentiel à 5 ans renouvelable une fois, un Parlement fort qui cesse d'être une chambre d'enregistrement pour jouer effectivement et pleinement son rôle de représentant de la nation et dispose de véritables pouvoirs de contrôle de l'exécutif, non point pour entraver son action mais pour bien s'assurer que celui-ci est conduit en tout temps dans l'intérêt général et d'une justice indépendante tant du législatif que de l'exécutif où le mode de désignation des magistrats de la Cour suprême leur confère assurance et sérénité dans l'accomplissement de leur mission ?

SYSTÈME

Qui ne se souvient pas de ses éditoriaux enflammés aux envolées lyriques dans les

journaux *Génération* et *Mutations* ? De ses réflexions contenues dans *L'urgence de la pensée* et dans *La déchéance de la politique* ? Ces écrits étaient en droite ligne des affirmations du professeur Conac sus-cité et laissaient penser qu'il appartenait à la lignée des parias conscients, capables de résister aux séductions de l'intégration, de refuser de se renier et de se triquer. Hélas, les vicissitudes de la vie quotidienne l'ont poussé à réviser ses positions. Il s'est même détaché de certaines de ses convictions. Et depuis le 08 décembre 2004, il occupe le poste de ministre délégué auprès du ministre la Justice dans un système politique dont il n'avait cessé de vilipender quelques années auparavant. Il est non seulement devenu un intellectuel organique, mais a lui aussi suivi l'exemple de ces "lettrés" qu'il dénonçait dans *L'urgence de la pensée*, ceux-

là même qui "emboîtent le pas aux politiques et se posent en complices d'une politique de stérilisation des esprits : il faut survivre et faire les siens, dans des systèmes où l'on ne peut passer à table qu'à condition de savoir tenir sa langue" (Kamto, 1991).

Sinon, qu'est ce qui a bien poussé Maurice Kamto à entrer dans un gouvernement où "l'obsession possessionnelle de la classe dirigeante a ruiné les bases même de l'État [camerounais] qui postule pourtant que "les pouvoirs publics" sont sensés assurer le "bien public" et que l'engagement politique vise à construire le bonheur collectif" (Kamto, 1999)? Qu'est ce qui l'a poussé à entrer dans un système où, pour parler comme Maurice Kamto, la politique a cessé d'être l'art de gouverner et d'arbitrer pour devenir un art de mépriser et de détruire ? Qu'est ce qui l'a poussé à entrer dans un système où, toujours pour parler comme Maurice Kamto, l'école fabrique illettrés et chômeurs, la société les feymen ? Qu'est ce qui l'a poussé à entrer dans un système qui, pour enfin parler comme Maurice Kamto, ment, tue, ne protège plus, n'éduque plus, qui fait du village la référence politique absolue et favorise l'émergence d'une République et d'une citoyenneté villageoises ?

J.-B. TALLA

Jean Messi bouffe son pain noir quotidien

La descente aux enfers d'un ancien recteur, universitaire zélé qui a troqué la craie contre la manipulation et la violence à ses dépend. Édifiant.

La situation actuelle du Pr. Jean Messi fait pitié : c'est un cas d'école. Une invite à la méditation pour les apprentis flagorneurs qui se servent de l'université comme d'un ascenseur social. En provenance de Ngaoundéré (1995), Jean Messi est promu au même poste à Yaoundé I en 1996. A la veille du sommet de l'Oua au Cameroun. Cadeau empoisonné s'il en est : Yaoundé I est en ébullition du fait d'un énième mouvement de grève des étudiants. Jean Messi doit ramener l'ordre par tous les moyens. Il réussira à le faire au prix de la violence et de la manipulation.

Des documents exclusifs, publiés en son temps par *Le Messenger* et jamais contestés par l'intéressé, révèlent l'usage des milices et des "petits" enseignants nyopés aux ordres. Limogé en 1998 après "le sale boulot", l'homme ère péniblement aujourd'hui, tel une âme en peine en proie aux tourments de l'existence.

En quête de piston pour se relancer, le 6 septembre 2005, il griffonne une lettre "au petit frère" Jacques Fame Ndongo, le ministre de l'Enseignement supérieur (originaire du sud comme lui). Il y vante les résultats des "recherches scientifiques". Extrait :

"Tu connais bien ce que j'ai fait avec mon groupe d'enseignants et d'étudiants :

✓ A l'origine de la lutte victorieuse contre "l'année blanche" contre le démantèlement du "Parlement Estudiantin" ;

✓ A l'origine de multiples lettres de soutien au président Paul Biya, le frère aîné, pendant que les autres d'en face lui écrivaient des lettres de dénigrement.

✓ A l'origine du memorandum qui a abouti à la réforme universitaire.

Tu te souviens de mes articles contre les enseignements opposants parus dans ton journal. Tu sais dans quelles conditions

j'ai pris U.Y.I en 1996 à 4 semaines du sommet de l'Oua avec pour mission de ramener le calme et de faire boucler l'année académique avant la tenue du sommet. Ceci a été fait avec l'aide des groupes que j'ai formés (le groupe des étudiants reprend ses activités et me demande de t'approcher pour t'apporter en cas de besoin, ses services).

Tu sais que j'ai risqué ma vie et celle des miens pour notre régime." Pitoyable!!!

Nouvel adepte de la danse du ventre, toute honte bue, il supplie (en septembre 2005) le Premier ministre "l'ami des ses amis" d'intercéder en sa faveur pour un poste d'ambassadeur ou de consul "de préférence dans un pays occidental". Extrait :

"Excellence, cher Ami de mes Amis, Je vais à la retraite bientôt, je viens auprès de votre très haute autorité demander votre intervention pour moi pour un poste dans une représentation diplo-

matique à l'extérieur (Consul ou Ambassadeur, de préférence dans un pays occidental).

Tout le monde parle de votre bonté et de votre humanisme. Pour nos amis communs, pour votre bonté et votre humanisme, venez à mon secours, aidez-moi.

Très haute considération "

Visiblement préoccupé par des difficultés d'intendance, il a initié avec succès (en 2005), une campagne de lobbying auprès du recteur de Yaoundé I. Objectif (alors qu'il n'est plus recteur) : la conservation du domicile de fonction actuel sis au campus de L'Irad à Nkolbisson. Dommage, il y a été sauvagement agressé à la machette en avril 2006 par des inconnus. La descente aux enfers continue pour cet ancien recteur ... aujourd'hui grassement rétribué... en monnaie de singe. Le salaire de l'impoture.

SOUVARINE NYOBÉ

Joseph Owona : vivons cachés

Le brillant professeur de droit se fait discret loin des amphithéâtres. Il a perdu son poste ministériel.

La splendeur du professeur Joseph Owona, du temps où il était enseignant ou ministre, contraste avec l'anonymat dans lequel il s'est recroquevillé depuis quelques années. Des rares cérémonies officielles, nous le rappelent encore à notre bon souvenir. A l'université, il était l'un des rares enseignants de droit titulaire d'une agrégation des universités françaises. Dans les divers gouvernements de Biya, il s'est toujours distingué par son charisme.

Ses passes d'armes avec la Fécafoot en 1998, alors qu'il était en charge du portefeuille de la Jeunesse et des Sports sont demeurées épiques. C'est à lui que le président Biya confie la coordination de la révision constitutionnelle qui aboutit en janvier 1996. Il est alors proche collaborateur du prince: Secrétaire général à la présidence. Mais la descente aux enfers commence lorsqu'on lui prête des visées présidentielles. D'aucuns le soupçonnent de vouloir se positionner; comme porte-parole des Ewondos. Une posture qui le placerait alors en pole position, dans la perspective du remplacement du chef de l'État actuel.

SUSPICIONS

Les événements se précipitent lors d'une messe commémorative, en l'honneur du défunt patriarche centenaire Jean

Boudou à Nkolbewa 3, petit village de l'arrondissement de Ngomedzap. Le fils du défunt proteste même publiquement, contre l'instrumentation d'une messe, qui de son point de vue, dépasse le cadre religieux. Les mots sont à la mesure du courroux et Joseph Owona est visé au premier chef : "Quelques Camerounais, auto-proclamés représentants des Ewondos, se sont réunis le 30 août dernier dans mon village, à mon insu, au prétexte de procéder à une messe commémorative du feu patriarche Jean Mboudou, mon père. En fait, dans leurs pratiques si connues, il s'agissait de venir arracher le crâne de mon père et du chasse-mouche qui y a été enterré. Il s'agissait également de procéder en filigrane à la désignation d'un dauphin Ewondo devant succéder au président Biya. Pourquoi dans mon village? La population s'insurge. Parmi eux, il y avait du monde en tout genre, des francs-maçons et autres adeptes de vaudou en rupture de ban etc. A tous je dis ceci: je me suis toujours occupé de mon père tout seul. J'ai contribué à la construction de la villa et à l'achat des meubles où s'est vautre toute cette racaille hypocrite. Alors que parmi eux, il y a toujours, qui des Dg, qui des directeurs de banques, qui professeur agrégé de médecine, qui ambassadeur.



Joseph Owona

- Le dispensaire d'Ekoumeyek (Ngomedzap) a-t-il jamais reçu un seul comprimé d'aspirine de la part de ces gens?

A tous ces imposteurs, je répète ceci :

1- Les populations de Nkolbewa ne veulent plus vous voir avec vos cartons de maquereaux pourris.

2- S'il s'agit de trouver un dauphin au président Biya, consultez vos manuels de droit constitutionnel.

Quant aux autres, qu'ils se réfèrent aux mécanismes de désignation mis en forme par le Rdpc. Personnellement, je les inviterai courtoisement à choisir leurs villages pour leurs messes basses cabalistiques et à ne plus violer

ma cour avec leur quincaillerie pleine de gris-gris. Ce que vous voulez faire là, ne passera pas par Nkolbewa. Allez dans vos villages! "

Depuis, Joseph Owona a opéré une chute libre. Entre temps, sa santé s'est même détériorée. Lors des cérémonies de vœux à la présidence en fin d'année, il s'est même écroulé rapporte Le Messenger. Comme consolation, le prof a hérité en janvier 2006, du fauteuil de Pca de la Src. La rumeur a déjà décrié qu'il sera président du Conseil constitutionnel. Attendons de voir.

JUNIOR ÉTIENNE LANTIER

HUBERT MONO NDJANA Le philosophe brûlé par les flammes du Rdpc

Au sein de l'intelligentsia camerounaise, Hubert Mono Ndjana s'est illustré comme l'un des plus grands défenseurs du Renouveau. Un soutien qui ne lui a pas profité. Pis encore, après avoir été secrétaire général adjoint du Comité central du Rdpc, Hubert Mono Ndjana a été éconduit au bout de quelques années comme un pestiféré. Joseph Tchoundjang Pouemi, avant sa disparition le 27 décembre 1984, avait prévu des situations pareilles dans *Monnaie, servitude et liberté*, (éd. J.A., Paris 1980, P. 24. "S'il (l'intellectuel) est dans un pays "modéré", il devra choisir : ou se taire et rester au pays dans les conditions frustrantes jusqu'au jour où il aura compris, ou persister dans ses déclarations gênantes et, dans ce cas, partir." Hubert Mono Ndjana, le philosophe s'est mis au service du Prince avant de sortir du système par la petite porte. Non sans avoir écrit des dithyrambes à l'endroit de son champion. Notre philosophe est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le locataire d'Etoudi, dont l'idée sociale chez Paul Biya. L'ethnofascisme, c'était encore son idée. Et pour la définition de ce concept, le philosophe disait :

"L'ethnofascisme, c'est la volonté de puissance d'une ethnie, ou l'expression de son désir hégémonique qui prend soit la forme du discours théorique, soit celle d'une mêlée ouverte dans la polémique, soit celle d'une organisation systématique sous la forme du mercantilisme conquérant". Mono Ndjana parlait ainsi de l'ethnie Bamiléké qui, selon lui, s'auto affirmait "par la violence". Discours que le militant enflammé du parti État au pouvoir depuis 27 ans a mis en berne ces derniers. Trop tard pour que le philosophe qui a entre temps, dirigé pour son malheur la société civile de littérature et des arts dramatiques. Avant d'y être chassé comme un malpropre. Sa pseudo-irritation contre l'appel des intellectuels en 2004 ne cachait-il pas autre chose ? Peut-être voulait-elle signifier que Narcisse Mouelle Kombi et les autres étaient entrain de lui "piquer" son job, celui de "battre campagne" pour le Rdpc ?

YVANN EYANGO

YVANNA CLAIRE OWONA

Luc Sindjoun : manœuvré par Etoudi

Quand la politique fait taire l'homme de science .

Depuis sa nomination comme conseiller technique à la présidence de la République, Luc Sindjoun est pour maints observateurs devenu aphone. Ce maître en sciences politiques qui faisait la fierté de jeunes africains par la pertinence de ses articles et ouvrages est désormais au service de Paul Biya comme maître en chef de la manipulation des masses et des politiciens camerounais. Il est auteur d'une cinquantaine d'articles publiés dans les revues scientifiques de renom et d'une dizaine d'ouvrages en français et en anglais. Il est passé d'un extrême à l'autre, sur les traces de son mentor Kontchou Kouemeni, bouffi par la politique. C'est la raison pour laquelle, il ne disserte plus sur ses anciennes publications qu'il ne saurait plus concevoir.

Luc Sindjoun n'est plus préoccupé par la situation de ses concitoyens aux prises avec les méthodes dictatoriales du régime Biya. Il ne trouve plus d'excuses aux hommes politiques camerounais confrontés à d'énormes contraintes. Sous sa direction, l'ouvrage, "Comment peut-on être opposant au Cameroun? Politique parlementaire et politique autoritaire" avait vu le jour en décembre 2003. En 350 pages, l'universitaire cameroun-

nais a conduit une étude sur l'opposition au Cameroun. A son avis, un sujet d'actualité, écrit-il, dans un continent où la dictature a pu développer de multiples façons de co-opter, de neutraliser et de contrecarrer les formes d'opposition politiques afin d'institutionnaliser son désintéressement et son impunité devant les attentes du peuple. Bien que les partis d'opposition au Cameroun aient manifestement échoué à construire l'unité et la solidarité nécessaire pour affronter la rhétorique stérile du parti Rdpc au pouvoir, les gouvernements post-coloniaux n'ont pas démontrés une réelle volonté de construire un terrain de jeu équilibré, même

lorsqu'ils continuent comme le président Paul Biya de se féliciter d'avoir apporté "la démocratie avancée". En substance, Luc Sindjoun notent que les Camerounais comme d'autres Africains sont désillusionnés "par des promesses d'une seconde libération, où presque tout le monde semble être victime de la "politique du ventre", ce livre qui traite des difficultés auxquelles le multipartisme et la démocratie au Cameroun font face (l'endroit même où le concept de "politique du ventre" a été pour la première fois prononcé) est une contribution opportune sur les leçons à tirer"

Deuxième thèse

Sans un régime culturel de séparation de principe et par principe, de l'expertise, de la puissance de coercition, de la richesse, il n'y a pas d'institution de reconnaissance de la fonction intellectuelle comme valeur structurelle irréductible, de nature éthique et symbolique. Reconnaître la fonction intellectuelle est de l'ordre de la reconnaissance d'une valeur éthique et symbolique. Cette reconnaissance est possible seulement là où il n'y a pas confusion d'espèces ou de genres, là où celui qui a le pouvoir politique n'est pas nécessairement le plus beau, le plus intelligent, le plus riche, là où, comme dans les traditions antiques, on distingue le pouvoir politique du pouvoir du devin, du pouvoir de la connaissance, du pouvoir de la richesse. C'est là, et là seulement qu'on peut reconnaître ce qu'est la fonction intellectuelle. Dans ce genre de formations sociales où la connaissance n'est pas instituée comme valeur de finalité ou de structure structurante, le savoir aliéné joue des rôles qui lui sont étrangers, se reniant et se suicidant dans les fonctions de grotisme, de prestige, de manducation, de simulacre ou d'escroquerie verbale ou mentale, idéologique. Cela se passe de commentaire : l'Afrique nous instruit sur cet usage détourné de la fonction intellectuelle à satiété. Fabien Ebonssi Boulaga, in *Mosaïque*, Revue panafricaine de philosophie, littérature et sciences humaines, n° 001, décembre 2003

EBENEZER NJOH MOUELLE

Le philosophe accusé de trahison

Pourquoi me suis-je engagé dans ce borbier de la politique ?, s'est demandé une autre catégorie de Camerounais qui eux, jugeaient le philosophe. Pour ceux-là, au rang desquels on ne trouve que peu de politiciens et davantage de jeunes scolaires, étudiants et autres intellectuels, j'avais trahi la philosophie non seulement en choisissant moi-même d'aller solliciter un mandat électif, mais surtout en ayant accepté le poste de secrétaire général du Rdp. le parti au pouvoir, accusé de tous les maux dont souffre le Cameroun, usé et condamné à céder le pouvoir à ceux qui, nombreux, affirmaient en 1990 et 1991 que le pouvoir était par terre, et qu'il suffisait de se baisser pour le ramasser. Les leaders des nouveaux partis politiques croyaient ferme que le changement allait se produire à la tête du pays.

Mais revenons à la philosophie et à la déception de ceux qui n'avaient pas aimé voir le philosophe que je suis pousser aussi loin sa caution au régime de Paul Biya. En effet, dans son article paru dans le n° 3 de Galaxie daté du 2 avril 1991, M. Atangana Daniel, un pseudonyme sûrement, écrivait ceci à mon sujet : "Vous trompez tout le monde en affirmant que le Rdp existe, alors que nous voyons qu'il est en train de mourir... Cessez donc de mentir." M'enjoignait-il ; et il poursuivait : "L'ère des destinées singulières est révolue... Que le Rdp accepte donc de mourir. Il est temps de laisser la place à d'autres sensibilités politiques plus aptes et plus crédibles".

Quelques lignes auparavant, l'auteur de cet article me conseillait d' "adopter la position de certains de nos camarades, membres du Rdp, en l'occurrence le Professeur Hogbe Nlend et le polytechnicien Jean-Jacques Ekindi qui, beaucoup plus objectifs et lucides, se situent dans la tendance progressiste de votre parti, afin d'accélérer le processus de libéralisation et de démocratisation de la vie politique et économique du pays".

S'adressant au philosophe, l'auteur de l'article écrivait, péremptoire et sûr de lui : "Quelle philosophie prônez-vous au sein du Rdp ? Celle de Platon. Descartes, Kant ou Hegel, philosophie qui fait appel à la pensée logique génératrice de science et de technique ? Ou alors celle de la rétroaction qui conduit fatalement à la médiocrité ? ... Vous n'êtes pas sans savoir (vous êtes philosophe) que la philosophie, du moins la philosophie, a une mission éthique dans la société. Il s'agit pour lui d'opérer une sorte de révolution copernicienne en militant pour un renversement des vérités établies, une transformation de la société en vue de promouvoir un nouvel ordre conforme aux exigences de la raison. Vous avez grandement failli à cette exaltante mission."

L'article comporte d'autres passages au verdict tout aussi tranché que celui des passages que j'ai cités.

Près de dix ans se sont écoulés depuis la publication de cet article intitulé : *Appel au secrétaire général du Rassemblement démocratique du peuple camerounais* de M. Ebénézer Njoh-Mouelle, et sous-titré : "Trahison". Il a été question, de façon répétée dans cet article, du Rdp qui se mourait, qui était même mort et qui devait céder la place à d'autres sensibilités politiques. Forcé est de constater que, plus de neuf ans après, le Rdp est encore là. Et que beaucoup de ces sensibilités politiques nouvelles, "plus aptes à sortir le Cameroun de la crise", ont perdu de leur bon teint et se sont même, pour certaines d'entre elles, alliées au Rdp pour gouverner. Mon interpellateur me conseillait d'adopter la position de deux de mes anciens camarades du Rdp de l'époque, tout simplement parce qu'ils animaient une tendance dite progressiste. J'aurais aimé lire un autre article de ce compatriote aujourd'hui, et le voir évaluer le parcours fait par les uns et les autres. Le lecteur aura noté qu'il parle de ces personnalités comme de nos deux camarades membres du Rdp. Je souligne qu'en disant nos camarades du Rdp, il se situait lui-même à l'intérieur de ce parti ; mais, en même temps, il affirmait que le Rdp était en train de mourir et devait consentir à laisser la place à d'autres sensibilités politiques. Il y a là une ambiguïté de position qui est caractéristique de l'attitude de beaucoup de Camerounais au cours des années 90-91 : beaucoup quittent le navire Rdp sans tout à fait le quitter. Ils y laissent quelques bagages, au cas où ... Rien d'étonnant en effet qu'après l'érosion de ce qui se présentait comme le contrefort sur lequel il était inégalement de chercher à se percher, beaucoup soient revenus à la case départ. La politique n'est pas faite pour les naïfs. Et quand on croit qu'un parti au pouvoir va de lui-même céder la place à un autre, on fait preuve de naïveté.

Mais, au sujet de la philosophie et du philosophe, que dire ? Mon interpellateur écrit que je trahis la philosophie, parce que j'aurais abandonné la mission éthique du philosophe. Il n'est pas question pour moi d'engager ici un débat polémique avec Atangana Daniel dont je ne suis pas sûr qu'il ait pris le temps de parcourir l'histoire de la vie de certains philosophes qui se sont engagés en politique ! C'est une vision fort naïve qui consiste à ne voir dans le philosophe qu'une espèce d'ermite, retiré des affaires publiques, se contentant de jouer le rôle de sage.[...]

Mon engagement politique n'a rien enlevé à la valeur philosophique des textes que j'ai publiés, et qui sont tombés dans le domaine public aujourd'hui. En janvier 1985, à la fin d'un séjour de trois semaines d'une mission d'enseignement à la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Bangui, mon ami Jean-Paul Ngoupandé, chef du département de philosophie et doyen de la Faculté à l'époque, me demande de donner une conférence publique sur un thème de mon choix. Je suis interviewé par la radiodiffusion pour le journal de 13 heures et le soir, la salle de conférences du centre protestant de jeunesse de Bangui est prise d'assaut par une foule de lycéens, d'étudiants, de professeurs et autres amoureux de la culture. Plus du double de la



Ebénézer Njoh Mouelle

capacité de cette salle avait dû suivre ma conférence debout et dehors, grâce aux hauts parleurs que les organisateurs avaient eu la bonne idée de faire installer. La raison de cette affluence ? L'année d'avant, un des sujets de dissertation de philosophie de la session du baccalauréat avait été tiré d'un de mes ouvrages. La curiosité de plus d'un avait également dû être aiguïlée par les propos incisifs que j'avais tenus au cours de l'interview de la mi-journée, concernant l'ethnophilosophie et la critique du senghorisme !

Jean-Paul Ngoupandé a fait un grand parcours depuis cette année 1985. Il a été ministre de l'Éducation nationale sous Kolingba, ambassadeur de la Rca à Ottawa et à Paris, Premier ministre et récemment, candidat à l'élection présidentielle dans son pays. Voilà un autre philosophe qui s'est engagé dans l'action politique et à un niveau fort élevé. S'est-il trouvé des gens dans son pays pour déplorer son engagement politique ? C'est tout à fait possible. Quoi qu'il en soit, nous ne sommes ni les premiers ni les derniers. Et il y aura toujours deux attitudes, deux écoles en cette matière. Les uns pensant que le philosophe, selon l'image qu'on se fait de lui ne doit pas s'engager dans les affaires de la cité ; il risque de s'y salir les mains. Il doit demeurer à tout jamais la référence et l'autorité morale capable d'inspirer l'action des autres, par ses conseils ou son exemplarité. Le point de vue contraire voudrait que le philosophe entre dans la mêlée. Sa manière d'agir sera nécessairement différente de celle du commun des hommes, et son exemplarité dans l'action a des chances d'être plus parlante et plus efficiente que s'il devait se limiter aux simples discours et conseils.

Ne faut-il s'engager dans l'action politique que lorsqu'on est absolument sûr de réussir ? C'est ce que semblent penser implicitement ceux qui critiquent le philosophe devenu homme politique. Ils lui imputent automatiquement la responsabilité de la mauvaise marche des choses, à partir du moment où il s'est fait militant. On m'a ainsi reproché d'avoir apporté une caution au régime de Paul Biya, avec l'air de sous-entendre que mon non-engagement aurait été la meilleure chose qui eût pu arriver, même si la marche des choses devait demeurer peu satisfaisante, voire empirer. Il y a là quelque chose qui ressemble à un déplacement du centre d'intérêt. En effet, qu'importe que ça marche

mal, semblent-ils penser, pourvu que le philosophe, notre philosophe, n'y soit pas impliqué ! Or, ce ne peut pas être la bonne manière de voir les choses. Le philosophe demeure un individu dont le destin ne peut pas être substitué à celui de toute une communauté. Même s'il arrive que toute une communauté soit sauvée par un individu ! Mais, peut-elle précisément être sauvée lorsque l'individu-philosophe se cantonne dans le rôle de sage, perché sur un piédestal de donneur de conseils à ceux qui sont libres de suivre ou de ne pas suivre ses conseils ?

Je conclus cette petite discussion par une citation de Max Weber, tirée de son ouvrage *Le savant et le politique* : "Il est parfaitement exact de dire, et toute l'expérience historique le confirme, que l'on n'aurait jamais pu atteindre le possible si dans le monde on ne s'était pas toujours et sans cesse attaqué à l'impossible. Mais l'homme qui est capable de faire un pareil effort doit être un chef et non pas seulement un chef, mais encore un héros, dans le sens le plus simple du mot. Et même ceux qui ne sont ni l'un ni l'autre sont obligés de s'armer de la force d'âme qui leur permettra de surmonter le naufrage de tous leurs espoirs. Mais il faut qu'ils s'en arment dès à présent, sinon ils ne seront même pas capables de venir à bout de ce qu'il est possible de faire aujourd'hui. Celui qui est convaincu qu'il ne s'effondrera pas si le monde, jugé de son point de vue, est trop stupide et trop mesquin pour mériter ce qu'il prétend lui offrir, et qui reste néanmoins capable de dire "quand même" !, celui-là seul a la vocation de la politique".

En réalité, ce que le commun des hommes demande au philosophe, c'est d'être à tous les coups un héros, un chef, tel que Max Weber le présente dans le texte que je viens de citer. Mais, paradoxalement, ils ne voient pas qu'en même temps, cette attente implique l'engagement dans l'action. Et la politique, c'est l'action. Il est aussi vrai que les tenants de cette critique attendent de leur héros qu'il soit nécessairement un martyr. On l'applaudira ... pour le pleurer par la suite. Qu'importe si leur impatience ne fait pas avancer la marche des choses, pourvu que leur héros casse la baraque ! Et se fasse casser, pourquoi pas ?

EBÉNÉZER NJOH-MOUELLE

Source : Ebénézer Njoh-Mouelle, Député de la nation, Yaoundé, Presses de l'Uccac, 2001, pp 16-20.

Post scriptum

INTELLO

Quels doivent être les rapports entre l'intellectuel camerounais et le pouvoir politique ? Le terrain des intellectuels est d'abord celui des idées et de la libre pensée, c'est-à-dire du débat intellectuel.

L'intellectuel camerounais devrait être l'éclairer, l'éveilleur des consciences endormies, le gardien du temple.

Pourquoi après les indépendances et avec le vent de la démocratie ceux qui s'agitaient ont-ils perdu la voix ? Pourquoi se sont-ils tous tus dramatiquement contre l'impensable. Les raisons, semble-t-il, se trouvent dans l'économie, dans "le manger".

L'intellectuel, aujourd'hui, devrait résister aux sirènes du ventre et du bas ventre, susciter et encourager les luttes pour que tous les hommes accèdent au statut d'humain. En effet, il existe le paradoxe de l'intellectuel. Bien que représenté positivement dans la société, il pose des actes contraires à l'éthique et à la justice une fois du côté du pouvoir : l'intellectuel une fois récupéré, subit une mutation totale et se met à défendre sa nouvelle position sociale. D'où la nécessité de questionner la notion d'intellectuel que certains grands diplômés brandissent comme seul argument.

Si on s'en tient à l'exemple de N'Krumah, la caractéristique de l'intellectuel c'est l'anticipation. L'intellectuel devrait jouer le rôle de coq de Pagode. Il devrait chanter avant le coq de la basse cours qui naturellement est entouré par sa cour. Il n'est pas question que le coq de Pagode vienne disputer sa place au coq de la basse forêt et non dans le village tout en mettant en pratique cette leçon de Merleau Ponty : " Ne jamais consentir à être tout à fait à l'aise avec ses propres évidences. Ne jamais les laisser dormir, mais ne pas croire non plus qu'un fait nouveau suffira à les renverser ; ne pas s'imaginer qu'on peut les changer comme des axiomes arbitraires, se souvenir que, pour leur donner l'indispensable mobilité, il faut regarder au loin, mais aussi tout près et tout autour de soi".

Jean-Bosco Talla

INCONTOURNABLE BARRAGE DE LOM PANGAR

Sans électricité, pas de développement. Celestin N'donga le Directeur Général de la société de patrimoine Edc (Electricity Development Corporation) l'a martelé le 12 juin dernier à l'occasion de la convention de signature entre Edc et Alcan Alucam à Yaoundé. Il a même établi une corrélation étroite entre l'utilisation de l'électricité et la croissance de la richesse nationale, autrement dit le PIB. Les grands producteurs d'énergie sont aussi des géants économiques, a conclu le Dg de EDC qui nourrit son argumentation d'exemples concrets pris en Afrique.

L'Afrique du Sud, le géant économique du continent produit environ 35 180 MW de courant électrique.

En Afrique de l'ouest, la Côte d'Ivoire, la locomotive sous-régionale produit 1170 MW, contre 921 MW pour le Cameroun (pour autant deuxième potentiel hydroélectrique d'Afrique), juste après la Rdc créditée de 3190 MW.

La mise en service du barrage de Lom Pangar pourrait accroître l'offre d'énergie électrique au Cameroun, la portant de 921 KW à 1081 KW.

Une donne capable de booster significativement le développement économique du pays. Depuis au moins cinq ans, Alcan Alucam a gelé tout son projet d'extension de l'usine de production d'aluminium. Et pour cause, une insuffisance de courant électrique.

Cette entreprise consomme à elle seule, environ 35 pour cent du courant produit chez nous.

Dans cette perspective, Titi Manyaka le directeur général d'Alcan Alucam soutient que son entreprise triplera sa production d'aluminium, passant allégrement de 90 000 tonnes actuelle à 300 000 tonnes. Evidemment tous les autres secteurs de l'économie nationale bénéficieront de cet accroissement de l'offre d'énergie, plus que jamais nécessaire.

C'est aussi le lieu de relever, l'étroite relation entre l'augmentation de l'offre électrique et l'extension d'Alucam comme le souligne à souhait Celestin N'donga.

La construction du barrage d'Edea en 1953, a entraîné la création un an plus tard d'Alucam.

La première extension d'Alucam provoque aussi la construction du barrage hydroélectrique de Song-Loulou en 1981.

Actuellement Alucam entrevoit une autre extension, d'où la construction imminente du barrage de Lom Pangar.

D'autres barrages de retenue comme ceux de Bamendjin, Mapé et Mbakou irriguent la Sanaga en saison sèche.

Objectif : réguler le débit de la Sanaga à un niveau acceptable. En tout cas susceptible de produire suffisamment du courant électrique.

La mise sur pied effective de Lom Pangar (qui est aussi un barrage de retenue) est prévue pour 2012, après trois ans de travaux - qui devraient débiter l'an prochain.

Les investisseurs d'après Edc, sont très réceptifs au projet, puisque la première table ronde des bailleurs de fonds a produit 100 milliards de francs Cfa sur les 120 millions attendus.

ETIENNE LANTIER JUNIOR.

CEMAC L'intégration sous régionale en question

Le processus peine sous le joug de l'immobilisme des États membres

La tenue du 9ème sommet des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) et la présence de plusieurs autres invités de marques tels que le chef d'Etat du Sao Tome-et-Principe, Fradique de Menezes, de la République Démocratique du Congo, représenté par son ministre des Affaires étrangères Antipas Mbasa Nyamwisi et de Jacques Diouf de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao) est une occasion privilégiée pour examiner les difficultés qui font ombrager au processus d'intégration dans la sous région.

La tenue, le 20 juin dernier, de la Conférence des ministres des Etats membres que présidait le ministre camerounais de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat), Louis Paul Motazé, annonçait déjà l'ampleur et l'importance du menu des discussions des chefs d'Etat au cours du sommet qui se tient du 24 et 25 juin 2008 au palais des Congrès de Yaoundé. Si officiellement rien n'a infiltré des sujets à débattre, les acteurs avertis de la scène politico-économique des pays membres ont néanmoins égrené quelques préoccupations.

La question de l'intégration régionale en Afrique centrale qui devrait se manifester par la libre circulation des biens et des personnes semble être l'inquiétude la plus criarde. L'établissement du passeport Cemac accuse un grand retard puisqu'elle devrait être fonctionnelle depuis le 1er juillet

2007. Un retard qui s'explique, selon la Commission de la Cemac, de sa conception qui ne serait pas biométrique. Autres préoccupations, le lancement de la compagnie communautaire de transport aérien Air Cemac qui devrait participer au brassage et à la libre circulation des biens et des personnes. Les Accords de partenariat économique (Ape) ne seront pas exclus puisque les Etats membres et l'Afrique en particulier n'ont pas été d'accord sur le principe. Enfin, l'insécurité et l'instabilité dans certains pays de la Cemac à l'instar du Tchad et de la Rca animeront également l'agenda des présidents. Une situation qui explique l'absence du chef d'Etat tchadien Idriss Déby Itno qui préfère contrer l'avancée des rebelles à l'est de son pays.

À L'ÉPREUVE DU FEU

Le processus d'intégration en Afrique centrale souffre de plusieurs maux qui sont en fait le fruit de l'inertie, de la mauvaise volonté et du manque d'engagement des Etats. Un immobilisme qui étouffe dans l'œuf, les efforts à fournir pour accélérer le processus d'intégration, qui est un "vecteur indispensable de l'action de la Cemac" selon Louis Paul Motazé.

Seulement, les relations cordiales entre les pays membres ne sont pas la chose la mieux partagée. La preuve est la tension permanente et de manière récurrente qui demeure entre le Cameroun, le Gabon et la Guinée équatoriale. Le refoulement et les accusations des Camerounais



dans ce pays ont considérablement refroidi les ardeurs du peuple camerounais. La fidélité avec le Tchad souffre de l'insécurité entretenue par les actes de banditisme souvent conduits par les mouvements de rébellion qui pillent, prennent en otage, rançonnent les populations, tuent et emportent le bétail aux frontières de la région du Grand-Nord. Aussi, l'intégration régionale marque le pas en raison des troubles sociaux dont plusieurs Etats de la région sont le théâtre.

Par ailleurs, les projets intégrateurs manquent de réalisation du fait de la faible mobilité des ressources physiques, humaines et financières. L'absence d'infrastructures de communication adéquates et les barrières diverses constituent des entraves aux échanges intra-communautaires. Malgré la multiplication des réunions pour le financement des infrastructures de transport et la démarche relative à l'harmonisa-

tion des procédures de transit sous régional, aucune avancée n'est perceptible.

Une triste réalité qui nécessite, selon Louis Paul Motazé, un approfondissement et un renforcement de la capacité et de l'efficacité institutionnelle des organes et institutions. Il faudrait également, ajoute-t-il, que les projets mis en oeuvre puissent se réaliser pour répondre concrètement aux attentes des Etats membres et renforcer le processus d'intégration des économies et lever tous les obstacles à la libre circulation. Une volonté qui passe enfin par le développement de la coopération régionale, le renforcement de la sécurité au niveau sous-régional, et l'établissement d'un partenariat fructueux avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Union européenne.

JEAN PIERRE HACHIDA

MARCHÉ

Bolloré vend sa logistique

Après la vente en 2005 de sa flotte de navires à Cma-Cgm, Bolloré a très discrètement mis sur le marché toute sa filière logistique africaine. Révélations.

Vincent Bolloré a confié au cabinet Pall Mail Capital la vente de ses activités portuaires et ferroviaires en Afrique. Le patron d'Havas avance masqué. Pall Mail Capital, basé à Londres et dont l'un des patrons est Jacques Rouayroux, ancien Pdg de la Siph (Société internationale de plantations d'hévéas), présente en effet les actifs de Bolloré comme le projet "Nessie", du nom de l'insaisissable monstre du Loch Ness. Mais la description du "monstre" laisse peu de place au doute : "Nessie est présent dans 43 pays africains au travers de cinq métiers, ce qui lui permet de diversifier son risque politique" - sa croissance "lui a permis d'absorber les crises politiques (Côte d'Ivoire)" - et gère "des opérations logistiques pour le compte de grands industriels : oléoduc Tchad-Cameroun; logistique de l'offshore pétrolier au Ghana et gazoduc Bénin-Togo-Ghana; acheminement de l'aide; de l'Onu au Soudan; et Gnl au Nigeria". "Nessie" opère, par ailleurs, deux lignes de chemin de fer : Sitarail en Côte d'Ivoire et Camrail au Cameroun.

Adossé au réseau international maritime et terrestre de la Sdv dont il est propriétaire depuis 1996, et de la société Otal, le groupe Bolloré possède le plus important réseau de transit et de logistique maritime et

terrestre du continent. Trois sous-secteurs sont concernés : le transit par l'intermédiaire de la Scac (Sdv), premier transitaire maritime et aérien français, qui a une implantation mondiale, le transport maritime grâce à Delmas-Vieljeux, premier armateur privé français ; leader mondial sur laxe Nord-Sud, il exploite plus de 50 navires sous pavillons de complaisance, immatriculés aux Bahamas ou aux Kerguelen. Ils sont affrétés par la société Sdv de Bolloré qui emploie essentiellement des marins, sous-payés, des pays du Sud, la division terrestre internationale (Dit) qui, sous l'impulsion d'Etienne Giros, directeur général chargé des finances, coordonne pour Sdv toutes les implantations terrestres (nombreuses et variées) du groupe Bolloré en Afrique. Elles touchent essentiellement à des activités complémentaires du transport maritime, permettant d'offrir aux clients du groupe ce que Vincent Bolloré appelle un service de transport intégré, de bout en bout, de la sortie de l'usine jusqu'à la porte de l'utilisateur final. Dans le transport maritime Europe-Afrique, Bolloré est en position de quasi monopole. Le seul concurrent sérieux dans ce secteur, le danois Maersk Lines, travaille surtout en Afrique australe.

MONOPOLE

Pour être totalement maître de la chaîne de transport, Bolloré a étendu sa présence sur deux autres fronts : le chemin de fer et les ports. En Côte d'Ivoire, Bolloré est en position de monopole grâce à la société Sitarail. Fin 1998, il remporte l'exploitation du chemin de fer camerounais, la Regifercam, indispensable pour conforter les contrats emportés par le groupe dans le transport et la logistique des installations pétrolières au Tchad.

A l'été 1998, Pierre Aïm crée la société Rail Afrique International avec comme associés Bolloré (à hauteur de 25 %) et Elie Khalil (porteur de 75 % du capital). Le but est de se positionner pour la reprise du CfcO (Chemin de Fer Congo Océan). Le 15 juin 1998, un accord de gré à gré est passé pour deux ans entre Rail et le CfcO. Selon les termes de cet accord, Rail met à la disposition du CfcO une enveloppe de 4 milliards de FCfa pour les travaux de la voie ferrée, l'achat de pièces détachées, la réhabilitation des locomotives et un programme d'assistance technique. Si cet accord ne remet pas en cause la privatisation (mise en concession) du CfcO par appel d'offres international, sous contrôle de la Banque mondiale, il représentait une sérieuse option sur l'avenir de la chaîne de transport

congolais.

À terme, la stratégie de Bolloré est d'intégrer davantage son activité en contrôlant en plus des bateaux, du transport et du stockage, les activités portuaires. Pour cela il cherche à se retrouver en pole position dans les ports de Pointe-Noire (seul port en eau profonde de la région), d'Owendo-Libreville, de Port Gentil, de Douala (où il assure les travaux de dragage du chenal d'... au port [6]), en remontant jusqu'au port de Dakar. Sans oublier au Cameroun le port de Campo attaché à sa société HFC/Forestière de Campo, et le stockage via la Société d'Exploitation des Parcs à Bois du Cameroun (Sepbc). En 1997, Bolloré a pris une participation minoritaire au sein de la Société de dragage des Côtes d'Afrique (Sdca), qu'il a entièrement acquise depuis. Le coup magistral qui a permis au groupe Bolloré de verrouiller une bonne partie du réseau de chemin de fer d'Afrique australe : le rachat en juillet 1999 à la CMB (Compagnie maritime belge) de son réseau de transport terrestre (chemins de fer et routes) en Angola, Mozambique, Zambie, Malawi, Botswana, Afrique du Sud.

MAHEU

PORT AUTONOME DE DOUALA

Un gendarme mouille Bolloré

Des révélations sur les méthodes du groupe Bolloré remettent le dossier sur la privatisation du terminal à conteneur de Douala sur la table.

Dans son livre paru jeudi 12 juin, *Allez-y, on vous couvre !*, un barbouze au service de l'État, Patrick Bapendier raconte comment il a été chargé de suivre et fouiller la vie de Dupuydauby. La plainte contre X pourrait entraîner une enquête poussée sur les méthodes des barbouzes et les pratiques de certaines agences d'intelligence économique et de sécurité. Le patron de l'entreprise Progosa a pondu un communiqué selon lequel *"Bapendier témoigne avoir conduit en 2005, à la demande de Géos, à la demande de Bolloré, une mission de renseignement et de déstabilisation à l'encontre du groupe Progosa, son concurrent direct sur le marché portuaire africain, et de son Président, Jacques Dupuydauby"*.

Selon Dupuydauby, l'ex-gendarme a *"fourni à Géos, avec l'aide de la Dst, des notes confidentielles très détaillées sur le patron de Progosa, Jacques Dupuydauby, ainsi que sur le Directeur juridique du groupe, Gérard Perrier. Comptes bancaires, factures de portable, vie professionnelle et personnelle... : tout a été fouillé, explique Patrick Bapendier"*. Le livre de Patrick Bapendier vient rouvrir le dossier sur la privatisation du terminal à conteneur de Douala.

Très implanté au Togo dans l'activité conteneurs au port de Lomé, le groupe espagnol Progosa entendait se développer en Afrique centrale; au Gabon et au Cameroun, notamment. Cette offensive s'est beaucoup plus déroulée dans les tribunaux. Ainsi, la gestion du

port de Douala, principal porte d'entrée maritime d'Afrique centrale, fait l'objet d'une bataille devant la justice entre le Français Bolloré et Progosa, dirigée par Jacques Dupuydauby, qui a été injustement écarté. Tout commence en 2003. Bolloré, déjà bien implanté au Cameroun, remporte alors en association avec le danois Maersk la concession du port à conteneurs pour une période de 15 ans. Mais en novembre 2007, Progosa porte plainte contre X pour *"favoritisme et corruption"* au sujet de l'attribution du marché. Le groupe espagnol accuse Bolloré *"d'avoir utilisé différentes manœuvres dignes de la mafia"*, selon le texte de la plainte.

ROGATOIRE

5 milliards auraient ainsi été versés au directeur du Pad et à ses complices pour faire remporter à Bolloré l'appel d'offres alors que les concurrents proposaient des conditions plus intéressantes. Avec pour résultat une convention de concession qui va à l'encontre des intérêts économiques du pays : absence de concurrence dans les activités de manutention, non respect du programme d'investissements du concessionnaire, augmentation des coûts de passage portuaires, amputation des recettes de l'Etat. *"Au mépris de la confidentialité qui devrait entourer toutes les offres, les requérants ont appris par l'un de leurs concurrents qu'il était en possession de leur dossier de candidature avant même que le dépouillement n'ait été envisagé"*, soutient Progosa dans la plainte. *"Nous*



Vincent Bolloré, chef de gang

avons gagné techniquement l'appel d'offres mais les critères de sélection ont soudainement changé et nous avons été éliminés", assure M. Dupuydauby. *"Pourtant, sur le plan tarifaire, nous étions aussi les meilleurs: nous proposons de verser à l'Etat camerounais une redevance deux fois plus élevée que celle proposée par Bolloré"*, explique-t-il. A l'époque, la Banque mondiale, rappelle-t-il, avait émis un avis défavorable sur l'offre de Bolloré, estimant qu'elle était contraire aux intérêts économiques du Cameroun. Rien que pour la redevance, si le groupe Progosa avait été retenu, l'Etat percevrait pour les 15 ans de la concession une redevance 84 millions d'euros. C'est bien plus que ce qui lui est actuellement versé. Ce préjudice, très grave, n'est pas le seul. Il en est de même pour les investissements et les prix de passage au port qui sont exorbitants. Des sources judiciaires évoquaient jusque là *"des blocages"*

au Tribunal de première instance (Tpi) de Douala Bonanjo, pour justifier la lenteur de la procédure de l'affaire. Une commission rogatoire a été mise sur pied et a été envoyée en France pour entendre Vincent Bolloré et l'ex Directeur général de Sdv, Daniel Charrier. Dans le sillage de la procédure en cours au Tpi, le Port autonome de Douala et le parquet du Tribunal de grande instance du Wouri ont fait appel de la décision de la même juridiction dans le cadre du procès de détournement au préjudice du Pad, qui a vu la condamnation d'Alphonse Siyam Siwé, Edouard Etondè Ekoto, Siewé Nintcheu et Simon Pierre Ewodo Noah. Pour conforter en partie le groupe Progosa dans ses accusations, les appelants mettent en cause justement, le volet du verdict du Tgi portant sur les marchés de la Société de dragage de la côte africaine (Sdca), une filiale du groupe Bolloré.

D.A.E

L'enfer du décor

Le Groupe Bolloré affirme que la concession du port de Douala est gérée par un consortium constitué de Maersk (actionnaire majoritaire qui a désigné le directeur général du terminal), de Bolloré et de l'Etat du Cameroun, a depuis saisi les tribunaux camerounais pour *"diffamation"*. On pense au sein du Groupe Bolloré, que les événements actuels participent d'une campagne de presse dirigée contre le groupe, sur la base d'extraits de l'ouvrage choisis à dessein et très souvent sortis de leur contexte. Toutefois, il apparaît à la lecture de l'ouvrage de Patrick Bapendier que les méthodes du groupe Bolloré sont à condamner. Il apparaît ainsi que Vincent Bolloré en veut au fils du président de la

République sénégalaise, Karim Wade, puisque dans son livre, le gendarme cite nommément ce dernier comme étant le principal commanditaire de ces enquêtes, qu'il reflétait aussi à la Direction de la surveillance du territoire (Dst). C'est, donc, pour Bolloré que l'ancien gendarme a fliqué Karim Wade. Commentaire d'un confrère français.

Selon l'ancien gendarme, Bolloré a aussi commandité, en 2005, une mission de déstabilisation (*"opération Nicomède"*) d'un de ses principaux concurrents en Afrique, la Société espagnole, Progosa. A la suite de ces *"missions"* demandées à l'Agence privée Kroll, la Dst récupérait les renseignements obtenus, en échange de quoi il fournissait au

gendarme des données provenant de fichiers de police, bancaires ou des opérateurs de téléphonie. Selon Jacques Dupuydauby, *"l'emploi d'officines pour mener ce type d'investigations sur ses associés ou ses adversaires, dans un objectif de pression ou de manipulation, relève malheureusement d'une habitude ancienne chez Monsieur Vincent Bolloré"*. Outre Karim Wade, l'ancien gendarme a invité une autre personnalité sénégalaise dans son livre : Idrissa Seck. En effet, il écrit qu'à la demande de Kroll pour un de ses *"clients"*, il a enquêté, en 2005, sur les biens en France de Idy. On était, alors, dans le feu de l'affaire dite des chantiers de Thiès. C'est au début de cette mission que le gendarme confie avoir

reçu un rapport sur la famille Wade. La même année, confie le pandore, il a, longuement, *"travaillé"* sur l'ancienne maîtresse de Hicham Mandari, tué dans un parking à Espagne. En 2006, c'est Chantal Idohou, une conseillère de Mathieu Kérékou.

Dans le collimateur de la Justice française qui l'accuse d'avoir vendu des informations confidentielles ou des renseignements judiciaires; l'auteur de *"Allez-y, on vous couvre un barbouze au service de l'Etat"* refuse, sans doute, de tomber seul. Son procès étant prévu dans les prochains jours, après six mois passés derrière les barreaux.

D.A.E

Progosa fait condamner Bolloré

Sale temps pour le groupe Bolloré en Afrique. Après avoir perdu la gestion du port à conteneurs de Dakar au Sénégal, attribué à DP World (Dubai), la société française devra payer 800 millions de F Cfa au total au groupe espagnol Progosa au titre de dommages et intérêts. Ce jugement serait le

résultat d'un litige portant sur Sigepag, la société concessionnaire de la gestion des ports d'Owendo et Port-Gentil au Gabon. La Cour d'Appel de Libreville s'est prononcée en faveur de Progosa et de son président Jacques Dupuydauby.

"En violation des dispositions de la convention de concession

signée avec l'Etat gabonais, stipulant que sont interdites de soumissionner les sociétés exerçant déjà une activité dans le secteur portuaire au Gabon, le groupe Bolloré avait tenté de prendre le contrôle de la société Sigepag", affirme Progosa.

C'est dans ce cadre qu'avait été saisi le Tribunal de première

instance de Libreville, qui avait rendu le 26 mai 2006 un jugement favorable au groupe Bolloré.

Ce jugement a été infirmé par la Cour d'Appel judiciaire de Libreville dans un arrêt du 22 juin 2007. Cette décision intervient en dernier ressort.

D.A.E

UN MARIAGE D'AMOUR

Le groupe Bolloré mène diverses activités au Cameroun, notamment dans le domaine des portiques portuaires, l'activité pétrolière, l'acconage, ou encore le secteur minier entend diversifier et renforcer sa présence au Cameroun en investissant au cours de cette année quelque 30 milliards de francs Cfa, ce qui représente l'un des plus gros investissements consentis dans un pays africain pour une seule année. Pour le moment, le groupe Bolloré attend la décision du chef de l'Etat camerounais sur un grand projet, la construction d'une ligne de chemin de fer de 800 km reliant le Cameroun à la Centrafrique. On comprend mieux pourquoi Paul Biya a eu droit à la Une du journal *Matin Plus* appartenant au groupe Bolloré, le 26 octobre dernier, à Paris. Vincent Bolloré offre des prestations de service aux hommes politiques.

Afficher Paul Biya en Une, permet d'entretenir de bons rapports, le jour d'une rencontre avec le président français où d'éventuels contrats pourraient fleurir.

De même, la distribution de cette édition près des métros parisiens permettait de diffuser une image élogieuse du président dans les réseaux et les milieux franco-africains. Bolloré devait bien cela à Paul Biya.

Le groupe Bolloré a acquis la Sdv-Saga, en charge du transport de marchandises dans les années 90. Il a également acheté le terminal à conteneurs du Port de Douala, la capitale économique du Cameroun, ainsi que la Camrail, la société de transport ferroviaire en 1999, qui pourrait construire les 800 km de lignes entre Belabo et Bangui.

Bolloré possède, en outre, les 31 000 hectares de palmiers de la Socapalm et de la Ferme Suisse.

L'Assommoir

Désirer d'abord

Nos dirigeants sont-ils des menteurs ? Cette question peut être prétentieuse pour certains, pourtant elle mérite bien d'être posée. En effet, ils n'hésitent pas à faire des affirmations fausses tout en sachant qu'elles sont fausses. La neuvième rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cémac a donné l'occasion, aux présidents de la sous-région d'Afrique centrale, d'égrener une fois encore un chapelet d'intentions pour l'intégration et la libre circulation dans cette aire géographique. Le mensonge est un des attributs du royaume du mal. Mentir est un péché, une déviance, un délit, un désordre. Mentir, c'est commettre un délit au regard du droit civil et de la loi divine. Comment admettre que des responsables continuent à manier le mensonge sans vergogne ? Partout dans le monde, l'heure est à la constitution des grands ensembles. Seuls les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone Cémac ne se sont pas encore rendu compte de cette évidence.

La raison d'Etat a partout pris le pas sur la réalité politique et économique. Les égoïsmes nationaux sont au-dessus de la volonté chaque fois déclarée de briser les frontières entre les Etats. Au lendemain de la rencontre de Yaoundé sera oubliée la lente machinerie communautaire. Ils ne sont pas nombreux, les Camerounais, qui savaient que leur pays assurait la présidence en exercice de la Cémac. De cette organisation sous-régionale, certains ne retiennent que les concurrences dérangeantes entre les Etats. A chaque rencontre, les chefs d'Etats ne déversant que leurs hypocrisies du jour.

Le projet de la Cémac, dans une planète où se dressent de nouveaux géants, tente de retrouver à l'échelle sous régionale une dimension que ces pays aspirent. C'est un projet visionnaire de vaste portée stratégique et qui fascine le monde entier. Question : un tel projet peut-il se passer du tamis réflexif de la représentation parlementaire ? Peut-il éviter ainsi la démagogie médiatisée, qui, sur des affaires de cette nature, en exploitant l'ignorance, infecte les scrutins ? Les élites échouent à passionner le populaire, à faire boire un âne qui n'a pas soif. L'absence, il est vrai, de la Cémac sur les soucis quotidiens des peuples nuit à son crédit. Plus nocives restent les divergences politiques des nations. Les six sept peuples européens dorment dans le même dortoir, mais ne font pas les mêmes rêves...

La Cémac ne sait pas qui elle est parce qu'elle ne sait pas ce qu'elle veut. Elle pervertit la nécessaire critique et le doute, qui devait faire partie de sa méthode en les mettant au service de la haine de soi, et de l'autre. C'est partout, une frénésie de "déconstruction", une manie de dérisions jetées sur toutes les icônes ! La Cémac piétine dans la lassitude et l'indifférence, happée par les vertiges du "rien". Elle n'aime pas, dans la vie, le respect de soi, le désir de transmission et de perpétuation, la volonté d'avenir. Fascinée par le "n'importe quoi", l'éphémère, le dégradé. Aspirée par le vide, les barils de pétrole, les ego surdimensionnés. Gramsci a bien résumé ce piège : "Le vieux n'est pas encore mort et le neuf n'est pas encore né. Dans l'intervalle, apparaît une grande variété de symptômes morbides." Le sujet de philosophie proposé aux candidats du bac français est éloquent à ce sujet : "Peut-on désirer sans souffrir ?" Mais que faire quand on ne désire pas vraiment (si on n'a pas "l'oeil du Tigre", comme le reprochait Apollo Creed à Rocky Balboa dans Rocky-III) et qu'en outre, on n'a plus envie de souffrir comme les maréchaux de Napoléon ?

DUKE ATANGANA ETOTOGO

PATCHWORK

Les jaloux vont maigrir

Les Camerounais ont vraiment une drôle de façon de célébrer l'hospitalité. A l'occasion du sommet de la Cemac que leur pays abrite depuis ce mardi, le résident de la République **Paul Biya** a tenu à démontrer à ses compatriotes que routes barrées et autres tracasseries faisaient partie du cérémonial d'accueil. La preuve, il était pratiquement impossible de circuler dans les rues de Yaoundé. La faute à la présence sur le sol de Yaoundé des **Denis Sassou Nguesso, Omar Bongo**, à qui il fallait réserver un standing ovation. Au grand dam des Yaoundéens qui ont dû emprunter la Renault 2 turbo, entendez ici la marche à pied, pour rallier leurs destinations. **Paul Biya** Cameroun ! Heureusement qu'**Idriss Déby Itno** en raison des assauts qu'il subit ces derniers temps de la part des rebelles n'est pas venu. Lui, qui est d'ordinaire si simple dans les rues de N'djamena n'aurait certainement pas apprécié.

Le ministre de la Communication est décidément un homme très peu en phase avec les dehors de la civilité. Chargé d'organiser la couverture médiatique du sommet de la Cemac, **Jean Pierre Biyiti Bi Essam** n'a trouvé pour assurer le transport des journalistes qu'il a bien voulu accrédiéter pour couvrir l'événement que des vieux cars Hiace. Des véritables coucoucs qui n'ont fait que ternir l'image déjà terne du Cameroun. Autre avanie de monsieur le chargé de la communication du résident de la République, la confection des dossiers de presse indignes de notre cher et beau pays. Les Lions indomptables du Cameroun sont-ils également des indomptables de grosses cylindrées. En tout cas, quand ils sont en vacances au Cameroun, le parc automobile s'enrichit de voitures luxueuses. Et **Rigobert Song Bahanag, Samuel Eto'o Fils** et les autres font des envieux en circulant dans leurs grosses 4x4 ou rutilants bolides. Comme pour démontrer que lui aussi n'était pas n'importe qui **Modeste Mbami Mbami** de Marseille vient de s'offrir à 85000 euros un Hummer H2 qu'il a ensuite fait relooker aux Etats-Unis d'Amérique. Qui disait que nul n'est prophète chez lui. Les Lions indomptables



Sassou Nguesso



Eto'o fils

un terrible coup de tête à **Philippe Boney**, journaliste à la Radio Tiemni Siantou, le ministre des Sports et de l'Education physique, **Augustin Thierry Edjoa** a prescrit l'ouverture d'une enquête pour savoir tout sur l'incident du 30 mai dernier. Aussi depuis le 12 juin, un certain nombre de journalistes qui ont pris part à la conférence de presse boycottée défilent devant les policiers. Pour raconter ce qu'ils n'ont pas vu et dire qui avait osé appeler Samuel Eto'o Fils "illégal". Les mauvaises langues disent en tout cas que le Minsep a tout faux en exhumant une affaire que **Philippe Mbarga Mboa** en gentleman qu'il est, avait déjà réglé en réunissant autour de lui, les deux protagonistes de l'affaire à savoir **Samuel Eto'o Fils** et **Boney Philippe**. Mais avait-il certainement oublié les autres notamment **Thomas Nkono** et **Idriss Carlos Kameni** qui n'avaient pas hésité à casser des téléphones et à confisquer des caméras. En toute impunité. C'est peut-être eux que recherche la police.

Les rumeurs sur la liaison entre **Bernard Achuo Muna** et **Frances Cook** n'étaient peut-être pas une vue de l'esprit des esprits malfaisants comme il y en a malheureusement beaucoup dans nos murs. En tout cas, après avoir quitté le Cameroun dans les circonstances troubles, il y a 15 ans, l'ancien ambassadeur des Etats-Unis est arrivé ce mardi à l'invitation de la Fondation **Solomon Tandeng Muna**. Depuis 1999, **Frances Dee Cook**, est admise à faire valoir ses droits à la retraite. Mais pour les besoins de l'inauguration de la Fondation **Solomon Tandeng Muna** (Stmf), elle est arrivée au Cameroun hier. Et participera à la cérémonie d'inauguration du centre de Yaoundé. L'ancien ambassadeur est avec **Peter Heigen**, le président de *Transparency international* qu'avait pu corrompre le Cameroun, l'invité d'honneur de la cérémonie. Mais retournera aussitôt aux States de ses premières amours. A moins que **Ben Muna**; grand solitaire à Yaoundé ne décide de la retenir davantage. Et c'est vrai que depuis son départ d'Oran, elle vit seule sa retraite administrative en dirigeant le Ballard group, un cabinet de conseil regroupant des consultants dans les domaines de l'administration et des affaires. On va voir ce qu'on va voir.

Après bien de résistance, **Augustin Frédéric Kodock Bahiya** s'est résolu à se présenter chez le procureur ce mardi. L'ex-ministre d'Etat est venu malgré lui, se défendre des accusations de détournement des deniers publics dont il fait l'objet. Une hérésie à son avis. "J'ai zéré de l'argent et je zère même encore de l'argent. Mais je ne si pas in voler. Si des directers ont signé des ordres de mission n'importe comment ce n'est pas à moi de savoir la suite des choses", explique-t-il à tous ses visiteurs.

MAHEU

CLIMAT

Un phénomène global aux répercussions locales !

Dans l'Ouest du Cameroun, les populations du village Bamena ont remarqué que la pluie ne tombe plus comme avant. Du coup le calendrier agricole s'en trouve bouleversé et les paysans sont dans le désarroi.

Mama Séraphina a bien de l'expérience en matière d'agriculture. Car du haut de ses 76 saisons sèches, dont plus de 60 passées à gratter la terre du village Bamena pour rechercher toujours plus de nourriture, elle en a vu des vertes et des pas mûres. Aujourd'hui, Mama Séraphina est pourtant perdue et déboussolée par des phénomènes nouveaux. "Cette année, dit-elle, nous avons semé le maïs à la mi-mars comme d'habitude, mais la pluie n'est pas venue. Et quand elle est tombée en avril, elle est répartie aussitôt. La conséquence est que nos semences se sont desséchées en terre sous l'action du soleil". Ce témoignage de Mama Séraphina traduit un désarroi que partagent beaucoup d'agriculteurs de la région qui ont remarqué des modifications dans la répartition des pluies depuis une dizaine d'années environ. De plus, selon Roger Moungang, cultivateur et notable Bamena, "le temps est de plus en plus chaud et les pluies sont devenues très capricieuses. C'est à croire que le temps est devenu fou".

RÉCHAUFFEMENT GLOBAL

Globalement, tout le monde ressent qu'il fait de plus en plus chaud. Selon Maurice Tsalefack qui enseigne la climatologie à l'Université de Yaoundé I, c'est depuis le début des années 1970 que le Cameroun et plus généralement, le Bassin du Congo, connaît une montée des températures qui fait suite à une période 1950-1967 assez humide. Et c'est cette modification du climat qui a motivé le lancement du programme "Révolution verte" au début des années 1970 au Cameroun. Un élan politique qui visait à relancer l'agriculture en aidant les paysans à surmonter les obstacles qui plombent la productivité.

L'un des obstacles actuels de notre agriculture est donc cette pluviosité instable qui fait dire à Mama Séraphina que les

ancêtres sont fâchés. Pour cette dame de l'ouest, les ancêtres qui sont très vénérés veillent sur leurs descendants en intercédant auprès de Dieu. De ce fait, si ces ascendants ont laissé le malheur s'abattre sur Bamena, cela laisse croire qu'ils sont mécontents des vivants qui ont l'obligation de leur offrir de la volaille et autres chèvres en sacrifice. Aller donc expliquer à Mama Séraphina qui a mené une existence de sacrifices que ces pluies capricieuses sont dues à l'effet de serre et au carbone qui nous pollue l'atmosphère. Difficile pour Benoît Finke, le moniteur agricole du village, de se faire comprendre. En tout cas, là où les populations parlent de divinités en colère, cet agronome évoque la déforestation. Et lorsque ce technicien du ministère de l'agriculture propose les semences améliorées, les engrais et la création de Gic (Groupement d'initiative communautaire) pour faire front contre les mauvaises récoltes, les notables quant à eux, accusent les sorciers qui bloquent la pluie et se préparent à exorciser le mal par des rites de purification collective. Les pluies sont inconstantes et la chaleur devient suffocante au village. Les conséquences sont connues de tous, mais les causes et les solutions sont diverses selon qu'on soit adepte de la science positive ou de l'ethnoscience.

MODIFICATIONS AGRAIRES

La hausse du thermomètre terrestre pourrait conduire à des sécheresses généralisées sur le continent africain. Les sceptiques peuvent être édifiés en regardant le Lac Tchad dont la superficie a été divisée par dix en l'espace de 40 ans. De nombreuses cultures deviennent de plus en plus inadaptées aux villages africains. Le sorgho, le mil, le blé, le riz, le maïs et bien d'autres plantes ne résistent pas à ces vagues de chaleur accompagnées très souvent de pluies diluviennes. Mama Séraphina fait remarquer que depuis deux ans déjà, les femmes du village



se sont passées le mot pour plus de prudence. Ainsi, tant que la pluie ne tombe pas abondamment et à plusieurs reprises, personne ne s'hasarde à semer. Une solution que préconise aussi Maurice Tsalefack qui précise qu'il vaut mieux attendre une pluie de plus de 10 mm de hauteur, qui serait suivie d'une autre pluie tout aussi abondante moins d'une semaine après, pour que la terre soit prête à faire germer les semences. Le calendrier agricole qui est tributaire de l'arrivée des pluies s'en trouve ainsi modifié. Les semences ne se font plus systématiquement à la mi-mars. Parfois elles interviennent en fin avril et les récoltes sont de ce fait décalées. Bouleversant ainsi les habitudes de vie de ces populations rurales sevrées d'informations médiatiques du fait de leur analphabétisme.

S'INFORMER POUR S'ADAPTER

De meilleures prévisions permettraient d'amortir les effets du réchauffement sur l'agriculture et de planifier des stratégies pour s'y adapter à court et long terme. Le Président de la République a parlé depuis des mois de la mise en place d'un observatoire des changements climatiques. En attendant que cette volonté politique se concrétise, les stations de relevés pluviométriques comme celle de Bamena utilisent toujours des pluviomètres d'une

autre époque. Dans les programmes et projets du ministère de l'agriculture et du développement rural, il n'est nullement fait mention d'un sujet aussi brûlant que le réchauffement global. Pourtant, il ne peut y avoir d'agriculture durable sans prévisions. En attendant, les semences d'arachide et de maïs continuent de mourir en terre. La boîte de haricot est passée de 75 à 150 francs, celle d'arachide se négocie désormais à 250 au lieu des 100 francs habituels qu'on notait sur le marché de Bamena. Les paysans Bamena n'ont pas encore marché comme ailleurs dans le monde, mais ils accusent le gouvernement de ne rien faire et de laisser les villageois mourir de faim. En effet, pour Roger Moungang, "si tu es malade et que tu décèdes faute d'argent, ce n'est pas la maladie qui t'a tué, c'est la faim. Car si tu avais eu assez de vivres dans les champs, tu en aurais vendu une partie pour te soigner". En tout cas, de mémoire d'homme, le temps qu'il fait a toujours eu une influence directe sur la vie et les activités sont programmées en fonction de la pluie et du soleil. Ne pas tenir compte du temps est suicidaire car c'est le temps qui fait la pluie et le beau... temps.

ARISTIDE KOMZÉ

(Correspondance particulière)

MBALAM
Bientôt
l'exploitation

190 millions de tonnes de fer enrichi. C'est le chiffre avancé par le ministre de l'Industrie, des Mines et du Développement technologique, Badel Ndinga Ndinga au terme d'une audience accordée au directeur général de l'entreprise Sundance Resources, partenaire technique et financier de Cam Iron dans le projet d'exploration et d'exploitation de fer dans la zone de Mbalam, au Sud-Est du Cameroun. Les responsables de Sundance Resources ont déclaré que les travaux de forage ont déjà été lancés dans la zone d'exploration, au moins sur deux bassins. De même, les négociations avec le gouvernement sont toujours en cours et les études de faisabilité et d'impact environnemental en bonne voie. De sources ministérielles, la signature de la lettre d'intention pourrait être imminente.

INVESTISSEMENT
200 millions de
Fcf pour le
football

Une somme de près 200 millions de Fcf sera mise à la disposition de la Fécafoot, grâce à la vente des bouteilles d'eau minérale Tangui, dont on prélèvera 5 Fcf par pièce. La Société anonyme des Brasseries du Cameroun (Sabc) a renouvelé son contrat de partenariat et de sponsoring avec la Fédération camerounaise de football (Fécafoot). Les documents ont été paraphés hier, dimanche 22 juin 2008 à Yaoundé, avec d'une part Iya Mohammed, président de la Fécafoot et d'autre part, Guillaume Sarra, le directeur commercial et marketing, représentant le directeur général de la Sabc, André Siaka, empêché. La signature de ce contrat a pour but de permettre au football camerounais et aux Lions indomptables en particulier de gagner de nombreuses victoires, afin d'être présents en Afrique du sud, pour la coupe du monde de 2010. "Une partie des fonds sera directement affectée aux joueurs et aux encadrateurs. Le reste servira au fonctionnement de la Fécafoot et à l'entretien des infrastructures", a indiqué Iya Mohammed.

PALAIS DE L'UNITÉ

Le dernier cercle de Paul Biya

Le président ne parle plus qu'à un cercle restreint de fidèles qui se recrute surtout au sein des forces armées.

Depuis le décès de René Owona, l'incontournable au palais d'Étoudi est René Sadi, Sga de la présidence de la République est désormais l'homme de confiance du chef de l'Etat. Le Sg du comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) est de tous les déplacements de Paul Biya. En cette période marquée par l'intensification de l'opération Epervier, c'est lui que Paul Biya fait d'abord confiance. Le chef de l'Etat s'est également entouré d'une véritable garde rapprochée. Il est à l'écoute des deux conseillers étrangers du chef de l'Etat : le général français à la retraite Raymond Germanos. Le général français qui

aurait été engagé depuis 2006 comme consultant au ministère de la Défense par les soins de son camarade et frère d'armes camerounais le général René Claude Meka, chef d'Etat-major des Armées a ses entrées auprès du chef de l'Etat. Ce n'est pas un inconnu au sérail : certain le compare à Bob Denard. Le général israélien Shlomo Cohen jouit tout aussi de la confiance du président de la République. Les hauts gradés camerounais ne sont pas pour autant éloignés du président de la République du Cameroun.

Le général de gendarmerie Ivo Desancio Yenwo, Dg de la sécurité présidentielle garde toute la confiance de Paul Biya avec qui

il est resté de façon discontinue depuis le push manqué d'avril 1984. Le colonel Hervé Mindoa, commandant de la garde présidentielle, et le colonel Gabriel Mbida, du Bataillon d'intervention rapide (Bir) ont tout aussi gardé les relations de confiance avec le président de la République. Le "téléphone rouge" du président est entre les mains de son aide de camp, le colonel Fouda. Pour l'instant Paul Biya préfère garder les membres du gouvernement loin de lui.

Le vice-Premier ministre et ministre de la justice, Amadou Ali, est l'un des rares membres du gouvernement présents dans le premier cercle décisionnel au palais. Il garde cette prérogative avec le

secrétaire général de la présidence, Laurent Ezzo, le directeur du cabinet civil, Jean-Baptiste Beleoken, et Philémon Yang, autre Sga adjoint de la présidence. Ali et Beleoken sont à la manœuvre pour l'opération Epervier (anti-corruption), avec le conseiller juridique Jean Foumane Akame. Pour ce qui des affaires liées au pétrole, l'homme influent du moment est Ibrahim Talba Malla. Le Dg de la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (Csp) de la condition physique défaillante d'Adolphe Moudiki, l'administrateur directeur général de la Société nationale des hydrocarbures.

SOUVARINE